

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2018/14448]

30 AOUT 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les conditions d’octroi des subventions relatives aux halls relais agricoles et déterminant les modalités de leur mise à disposition

Le Gouvernement wallon,

Vu le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l’application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l’Union européenne aux aides *de minimis*;

Vu le Code wallon de l’Agriculture, les articles D.11, D.13, D.14, D.17, D.127, D.242, D.243, D.246 et D.247;

Vu l’arrêté du Gouvernement wallon du 12 mai 2011 fixant les conditions d’octroi des subventions relatives aux halls relais agricoles et déterminant les modalités de leur mise à disposition;

Vu l’avis de l’Inspecteur des Finances, donné le 22 mai 2017;

Vu l’accord du Ministre du Budget, donné le 24 mai 2018;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l’Autorité fédérale, intervenue le 24 mai 2018;

Vu le rapport du 21 juin 2018 établi conformément à l’article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l’ensemble des politiques régionales;

Vu l’avis n° 63.792/2/V du Conseil d’Etat, donné le 1^{er} août 2018, en application de l’article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d’Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l’Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Octroi et modalités de calcul des subventions et aides relatives aux halls relais agricoles*

Article 1^{er}. Pour l’application du présent arrêté, l’on entend par :

1° l’Administration : la Direction de la Qualité du Département du Développement de l’Administration au sens de l’article D.3, 3°, du Code wallon de l’Agriculture;

2° le consultant : la personne ou l’organisme de conseil possédant les compétences et l’expérience minimale et choisi par le soumissionnaire, en vue de le conseiller au cours de la préparation et la soumission du dossier unique de candidature ou lors de la mise en œuvre du projet;

3° la SCTC : la société coopérative de transformation et de commercialisation, société coopérative au sens du Code des sociétés et qui répond aux conditions suivantes :

a) l’objet de la société se rattache principalement à l’agriculture, l’horticulture ou à l’élevage et est destiné à favoriser l’amélioration et la rationalisation du traitement, de la transformation ou de la commercialisation des produits agricoles;

b) les statuts prévoient qu’aux assemblées générales tout associé dispose d’au moins une voix;

4° le hall relais agricole : l’immeuble destiné à accueillir des activités de stockage, de transformation, de conditionnement ou de commercialisation de produits agricoles, par des agriculteurs ou des SCTC, ainsi que l’équipement mobilier ou technique de ces immeubles destinés à développer des circuits courts de valorisation des produits agricoles;

5° l’investissement : les opérations qui consistent à acquérir, construire ou rénover des biens immeubles, ou à acquérir des biens mobiliers;

6° le pouvoir public : une commune, une association de communes ou une province;

7° le promoteur : un pouvoir public ou une personne morale dont l’objet social englobe la valorisation des produits agricoles et dont les activités concourent à l’atteinte des objectifs mentionnés à l’article D.1^{er}, § 3, du Code wallon de l’Agriculture, auquel est octroyé une subvention d’investissement pour la réalisation et la mise en fonctionnement d’un hall relais agricole;

8° la règle *de minimis* : la règle qui s’applique aux aides d’Etat octroyées conformément au règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l’application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l’Union européenne aux aides *de minimis*;

9° le soumissionnaire : un pouvoir public ou une personne morale dont l’objet social englobe la valorisation des produits agricoles et dont les activités concourent à l’atteinte des objectifs mentionnés à l’article D.1^{er}, § 3, du Code wallon de l’Agriculture, qui soumet, auprès de l’Administration, un dossier unique de candidature pour un projet de hall relais agricole, le cas échéant, dans l’attente de la constitution du promoteur du projet de hall relais agricole précité sous forme d’une personne morale;

10° les utilisateurs : les agriculteurs ou la SCTC utilisant les services du hall relais agricole;

11° le Code : le Code wallon de l’Agriculture;

12° le Ministre : le Ministre de l’Agriculture.

Art. 2. § 1^{er}. Un projet de hall relais agricole porté par un promoteur peut bénéficier d'une subvention à l'investissement d'un montant maximum de 200.000 euros en vertu des dispositions du présent arrêté.

§ 2. Sans préjudice de l'article D. 219 du Code, ne sont pas admissibles à la subvention à l'investissement au minimum les frais suivants :

- 1° la T.V.A., sauf si elle n'est pas récupérable;
- 2° l'achat du terrain pour la construction du hall relais agricole;
- 3° l'achat, le crédit-bail ou la location de véhicules roulants;
- 4° les frais de location d'un immeuble;
- 5° les frais de consommables;
- 6° les frais de personnel;
- 7° les frais de notaire ou d'architecte;
- 8° les frais d'adjudication;
- 9° les frais de surveillance;
- 10° l'achat de biens mobiliers d'occasion;
- 11° les emballages réutilisables;
- 12° les logiciels et les développements d'applications informatiques;
- 13° les équipements de promotion.

Les projets portant uniquement sur de l'équipement mobilier ne sont pas admissibles.

Tout équipement ou matériel qui est solidaire de l'immeuble dans lequel il est installé, est considéré comme un investissement immeuble.

§ 3. La subvention à l'investissement prend la forme d'un subside en capital correspondant à soixante pourcents du montant total des investissements admissibles.

Le taux de la subvention à l'investissement est majoré de maximum deux bonus de quinze pourcents lorsque le projet de hall relais agricole :

1° est localisé dans l'une des zones franches visées à l'article 38 du décret-programme du 23 février 2006 relatif aux actions prioritaires pour l'avenir wallon ou dans une zone soumise à contrainte naturelle définie dans l'arrêté ministériel du 24 septembre 2015 désignant les zones soumises à contraintes naturelles en application de l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 septembre 2015 relatif à l'octroi des aides aux zones soumises à des contraintes naturelles;

2° est déposé par un soumissionnaire, pour un promoteur qui est composé à quarante pourcents d'agriculteurs âgés de moins de quarante ans;

3° est déposé par un soumissionnaire apportant un engagement écrit d'au moins cinq agriculteurs pour l'utilisation des services du hall relais agricole;

4° permet l'engagement d'au moins deux équivalents temps plein durant les trois premières années de fonctionnement du hall relais agricole;

5° est sous contrôle d'un organisme certificateur agréé dans le cadre du système régional de qualité différenciée ou dans le cadre d'un système européen de qualité durant les trois premières années de fonctionnement du hall relais agricole.

Les bonus mentionnés à l'alinéa 2, 1° et 2°, sont acquis sur base de la situation lors du dépôt du dossier unique de candidature.

Les bonus mentionnés à l'alinéa 2, 3°, 4° et 5°, sont acquis définitivement sur base des rapports d'activités annuels et des pièces justificatives déposés les trois premières années après la mise en fonctionnement du hall relais agricole.

§ 4. Par dérogation au paragraphe 3, pour les promoteurs issus des pouvoirs publics, la subvention visée au paragraphe 1^{er} correspond à quatre-vingt pourcents du montant total des investissements admissibles.

Le taux visé à l'alinéa 1^{er} est majoré d'un bonus de dix pourcents lorsque le projet de hall relais agricole a été décidé par le collège communal d'au minimum deux communes.

Art. 3. Le soumissionnaire d'un projet de hall relais agricole peut bénéficier d'une aide à la consultance d'un montant maximum de 10.000 euros, sans préjudice du respect de l'article 5, § 4.

Le soumissionnaire peut faire appel à un ou plusieurs consultants. Lorsqu'un ou plusieurs consultants concourent à la rédaction d'un dossier unique de candidature, leur nom et leurs apports spécifiques sont indiqués dans le dossier unique de candidature.

Art. 4. Le soumissionnaire d'un projet de hall relais agricole dont le promoteur n'est pas un pouvoir public peut bénéficier d'une aide au fonctionnement d'un montant maximum de 20.000 euros accordée pour assurer les frais de fonctionnement du hall relais agricole durant les 3 premières années, sans préjudice du respect de l'article 5, § 6.

Art. 5. § 1^{er}. Le montant cumulé de la subvention à l'investissement, de l'aide à la consultance et de l'aide au fonctionnement n'est pas supérieur à 200.000 euros sans préjudice du respect de la règle de *minimis*.

§ 2. Seuls les projets pour lesquels une demande d'aide à la consultance est mentionnée dans le dossier unique de candidature recevable conformément aux modalités de l'article 7 peuvent bénéficier de l'aide à la consultance, quelle que soit la décision finale de sélection du projet.

§ 3. Les projets recevables conformément aux modalités de l'article 7 qui ne sont pas sélectionnés par le Gouvernement et ayant sollicité l'aide à la consultance dans leur dossier unique de candidature justifient auprès de l'Administration les frais admissibles liés à la consultance pour un montant maximum de 3.000 euros sur base d'une déclaration de créance accompagnée des preuves de paiement d'honoraire aux consultants et de frais annexes en lien direct avec la préparation du projet. Cette déclaration est introduite auprès de l'Administration dans les douze mois à dater de la notification de non sélection du projet de hall relais agricole.

§ 4. Les soumissionnaires des projets sélectionnés par le Gouvernement et ayant sollicité l'aide à la consultance dans leur dossier unique de candidature perçoivent l'intégralité de cette aide à la consultance sous forme d'une avance de 10.000 euros dès la notification par l'Administration de la sélection du projet hall relais agricole. Dans les trois ans

à dater de cette notification, l'avance de 10.000 euros est justifiée auprès de l'Administration par des déclarations de créance accompagnées des preuves de paiement d'honoraire aux consultants et de frais annexes en lien direct avec la préparation ou la mise en œuvre du projet hall relais agricole.

Lorsque le plafond visé à l'alinéa 1^{er} n'est pas atteint après trois ans, le soumissionnaire devra rembourser le solde de l'avance à l'Administration.

§ 5. Le montant de la subvention à l'investissement est liquidé sur un compte bancaire au nom du promoteur, en vertu de l'article 6 et de la règle *de minimis*, sous forme :

1° d'une avance correspondant à quarante pourcents du montant octroyé dès la notification par l'Administration de l'arrêté ministériel d'octroi de la subvention au promoteur;

2° d'un solde liquidé par tranches annuelles successives sur base de déclarations de créance accompagnées des pièces justificatives et d'un rapport d'activité annuel.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 2°, le nombre de tranches annuelles octroyées pour un investissement n'est pas supérieur à trois.

L'avance et le solde de la subvention sont justifiés dans les trois ans à dater de la notification de l'arrêté d'octroi de la subvention au promoteur par l'Administration.

Les pièces justificatives sont admissibles si elles permettent d'identifier clairement les dépenses pour la réalisation de l'investissement. Les factures sont admissibles uniquement si elles sont accompagnées de preuves de paiement.

En cas de pièces justificatives insuffisantes ou en cas de valeur non probante des pièces, elles sont considérées comme non admissibles.

Aucune pièce justificative datée antérieurement à la date de notification de l'arrêté d'octroi de la subvention à l'investissement n'est admissible.

§ 6. Les projets sélectionnés par le Gouvernement et ayant sollicité l'aide au fonctionnement dans leur dossier unique de candidature perçoivent cette aide sous forme d'une avance de 20.000 euros à partir de la mise en fonctionnement effective du hall relais agricole.

L'avance visée à l'alinéa 1^{er} est justifiée auprès de l'Administration par des pièces justificatives et un rapport d'activités annuel durant les trois premières années de la mise en fonctionnement du hall relais agricole.

Art. 6. La subvention à l'investissement, l'aide à la consultance et l'aide au fonctionnement sont octroyées sur base d'une procédure d'appel à projets.

Le Ministre fixe, pour chaque appel à projets : l'enveloppe budgétaire maximale, les priorités, les critères de sélection, les échéances précises et les modalités pratiques de celui-ci.

Pour chaque appel à projets, un soumissionnaire introduit un dossier unique de candidature auprès de l'Administration portant sur une demande de subvention à l'investissement, éventuellement accompagnée d'une demande d'aide à la consultance ou une demande d'aide au fonctionnement.

Le dossier unique de candidature est communiqué à l'Administration par tout moyen permettant de conférer une date certaine à l'envoi au sens de l'article D.15 du Code.

Dans les dix jours ouvrables suivant la réception du dossier unique de candidature, l'Administration accuse la bonne réception au soumissionnaire.

Art. 7. Le modèle de dossier unique de candidature est mis à disposition par l'Administration sur le portail wallon de l'agriculture.

Ce dossier comprend au minimum :

1° l'identification du soumissionnaire du projet, en ce compris sa nature juridique;

2° si le soumissionnaire du projet n'est pas le promoteur du projet, l'identification du promoteur en cours de constitution, précisant sa nature juridique envisagée;

3° la preuve que le projet implique au minimum deux agriculteurs qui sont impliqués dans la structure juridique du promoteur si celui-ci est une personne morale;

4° le nombre d'agriculteurs promoteurs ou d'utilisateurs potentiels et leur numéro d'identification à la Banque-Carrefour des Entreprises ou leur numéro d'agriculteur au sens de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 décembre 2015 relatif à l'identification au système intégré de gestion et de contrôle, à l'attribution d'un numéro d'agriculteur, modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 mai 2015 octroyant un soutien couplé aux agriculteurs pour les bovins femelles viandeux, les vaches mixtes, les vaches laitières et les brebis;

5° une description précise du projet, à savoir :

a) une analyse socio-économique locale :

(1) des opportunités en termes de production agricole à valoriser, marché potentiel, synergie existante ou à développer;

(2) des besoins de la part des agriculteurs locaux, des transformateurs, des distributeurs et des consommateurs;

b) les objectifs précis recherchés par la mise en œuvre du hall relais agricole et les bénéfices escomptés à court et à long terme;

c) l'implantation, identifiée ou à préciser, et les caractéristiques physiques et techniques du hall relais agricole projeté;

d) les modalités de gestion technique du hall relais agricole;

e) une ébauche du plan d'affaires permettant d'évaluer la viabilité du projet;

f) les prévisions en termes de création d'emplois directs ou d'agriculteurs concernés en tant que promoteurs ou utilisateurs;

g) une identification et une évaluation des risques qui pourraient compromettre ou empêcher la mise en œuvre du projet;

6° la répartition en lots de travail et la planification prévisionnelle des différentes étapes de réalisation et de mise en fonctionnement du projet;

7° l'estimation financière globale des coûts de réalisation du projet;

8° le plan de financement complet tenant compte du pourcentage de la subvention demandée, de l'avance de quarante pourcents et du solde restant à financer par crédit, sur fonds propres ou autres;

9° une proposition de règlement d'ordre intérieur applicable au hall relais agricole projeté mentionné à l'article 15, y compris les mécanismes propres à assurer l'évaluation périodique et la transparence des décisions prises par les organes de gestion;

10° le cas échéant, pour le promoteur, une déclaration sur l'honneur certifiant qu'il est en règle au regard de ses obligations telles qu'elles découlent des législations et dispositions réglementaires en matière fiscale, sociale et environnementale;

11° le cas échéant, une déclaration sur l'honneur, dont le modèle est repris en annexe 1^{re}, attestant que le promoteur respecte les règles *de minimis*.

Art. 8. § 1^{er}. Dans les vingt jours ouvrables suivant la date de clôture de l'appel à projets, l'Administration notifie par envoi, au sens de l'article D.15 du Code, au soumissionnaire soit :

1° la recevabilité du dossier unique de candidature lorsque celui-ci est considéré comme complet et conforme;

2° l'irrecevabilité du dossier unique de candidature lorsque celui-ci est incomplet ou non conforme.

Dans le cas visé à l'alinéa 1^{er}, 2°, l'Administration indique dans son envoi les éléments manquants au dossier pour être considéré complet et conforme et fixe le délai dans lequel les éléments manquants doivent lui être communiqués. Ce délai n'excède pas dix jours ouvrables à dater de l'envoi de l'information.

Dans les dix jours ouvrables suivant la réception des éléments manquants, l'Administration notifie au soumissionnaire la recevabilité ou l'irrecevabilité du dossier unique de candidature.

§ 2. Un dossier unique de candidature est recevable si :

1° le soumissionnaire répond à la définition visée à l'article 1^{er};

2° le soumissionnaire dispose d'une adresse de correspondance en Région wallonne;

3° le dossier unique de candidature est soumis dans les délais définis par l'appel à projets et est estimé complet par l'Administration visé à l'article 70;

4° le projet de hall relais agricole est situé sur le territoire de la Région wallonne et les zones de collecte des produits agricoles ou de vente de ceux-ci sont au moins majoritairement situées sur le territoire de la Région wallonne.

§ 3. L'Administration procède à l'analyse des dossiers uniques de candidature recevables. Si elle l'estime nécessaire pour la conduite de cette analyse, l'Administration peut requérir des documents ou des informations complémentaires auprès des soumissionnaires.

L'Administration rédige un rapport portant sur une évaluation objective et quantifiée des critères de sélection fixés par le Ministre dans le cadre de l'appel à projets.

Le rapport est transmis au comité d'avis visé à l'article 9 dans un délai de nonante jours à dater de la clôture de l'appel à projets visé à l'article 6.

Le Ministre peut définir ou prolonger la durée de traitement et d'évaluation des dossiers uniques de candidature recevables.

§ 4. L'évaluation des projets s'opère sur base des critères de sélection suivants :

1° l'opportunité de réaliser le projet vis-à-vis du contexte et des besoins locaux;

2° la qualité du dossier unique de candidature;

3° la faisabilité du projet;

4° le caractère innovant du projet;

5° la synergie ou la complémentarité du projet avec d'autres halls relais agricoles ou d'autres structures de développement des circuits courts existantes;

6° la viabilité du projet et les perspectives économiques établies sur base des informations fournies dans le dossier unique de candidature;

7° le maintien ou la création d'emplois;

8° la pertinence du plan financier;

9° le contrôle d'un organisme certificateur agréé dans le cadre du système régional de qualité différenciée ou dans le cadre d'un système européen de qualité.

10° l'implication d'agriculteurs.

Art. 9. § 1^{er}. Il est créé un Comité d'avis, composé comme suit :

1° un représentant du Ministre;

2° un représentant de l'Administration;

3° un expert dont les compétences sont reconnues en matière d'évaluation de plans financiers, désigné par le Ministre;

4° un expert dont les compétences sont reconnues en matière d'évaluation de projets économiques ruraux, notamment en matière de développement de circuits courts, désigné par le Ministre;

5° un représentant professionnel du secteur agricole maîtrisant les différentes filières de production et de valorisation notamment en matière de diversification agricole et de développement des circuits courts, désigné par le Ministre.

§ 2. Dans un délai de quinze jours à dater de la réception du rapport de l'Administration visé à l'article 8, § 3, le Comité d'avis rédige un avis sur chaque projet admissible au droit de la subvention à l'investissement et établit leur classement.

Le classement est effectué par ordre décroissant, sur base des critères de sélections fixés dans l'appel à projets.

Le Comité d'avis communique le classement au Gouvernement.

Art. 10. Sur base du classement visé à l'article 9, § 2, le Gouvernement désigne les projets de hall relais agricole sélectionnés pour poursuivre la procédure visant à bénéficier de la subvention à l'investissement.

L'Administration notifie la décision prise par le Gouvernement à l'ensemble des promoteurs ou soumissionnaires ayant déposé un dossier unique de candidature recevable.

Art. 11. § 1^{er}. Les projets sélectionnés et notifiés suite à un appel à projets bénéficient de la subvention à l'investissement aux conditions suivantes :

1° préalablement à la mise en adjudication des travaux, le promoteur est en possession d'une promesse de principe d'intervention financière de la Région wallonne;

2° la législation en matière de marchés publics est respectée;

3° le dossier d'adjudication est approuvé par l'Administration avant que soit donné l'ordre de commencer les travaux;

4° tout supplément réclamé par les firmes adjudicataires par suite d'une notification tardive est exclu du bénéfice de la subvention à l'investissement;

5° le maître de l'ouvrage impose la tenue d'un journal des travaux, conforme au modèle en usage pour les travaux de la Région wallonne;

6° l'Administration est informée de la date de commencement des travaux;

7° l'Administration est informée au moins dix jours à l'avance de la date fixée pour la réception des ouvrages;

8° tous contrats ou modifications de contrats relatifs aux travaux subsidiés sont pris en considération pour l'octroi de la subvention à l'investissement, uniquement après approbation de l'Administration;

9° si un éventuel phasage des travaux s'avère nécessaire, une demande détaillant ce phasage est introduite à l'Administration pour approbation en même temps que le dossier permettant l'octroi d'une promesse de principe.

§ 2. A dater de l'envoi de la notification de sélection du projet de hall relais agricole, le promoteur dispose de trente-six mois pour introduire une demande de promesse de principe.

La promesse de principe est accordée après approbation par le Ministre d'un dossier complet et conforme. La promesse de principe est notifiée par l'Administration au promoteur.

Pour l'application de l'alinéa 2, un dossier est considéré comme complet et conforme lorsqu'il est constitué des pièces suivantes :

1° la délibération du maître de l'ouvrage de confier l'étude à un auteur de projet;

2° le titre de propriété du bien ou du terrain ou bail emphytéotique ou droit de superficie;

3° les plans complets nécessaires à l'exécution des travaux;

4° le cahier spécial des charges afférent aux travaux considérés comprenant :

a) les conditions administratives générales;

b) le modèle de soumission;

c) la description technique des travaux;

d) le métré détaillé des travaux;

5° le devis estimatif, établi poste par poste, des travaux envisagés;

6° les permis et autorisations nécessaires;

7° le calendrier prévisionnel des étapes de mise en œuvre du projet;

8° la preuve que des agriculteurs sont impliqués dans le projet et utiliseront le hall relais;

9° une attestation établissant la preuve que le maître de l'ouvrage est à même de contribuer au financement des travaux;

10° une attestation certifiant qu'il n'a pas encore été passé commande des travaux.

§ 3. A dater de l'envoi de la notification d'une promesse de principe, le promoteur dispose de cent-vingt jours pour procéder à l'ouverture des soumissions ou des offres. Si le promoteur estime, que ce délai ne pourra pas être respecté, il peut demander au Ministre, par requête motivée, une prorogation qui n'est pas supérieure à nonante jours. L'Administration notifie la décision du Ministre au demandeur.

La sanction du non-respect du délai visé à l'alinéa 1^{er}, éventuellement prorogé, rend caduque la promesse de principe et l'octroi à la subvention à l'investissement.

§ 4. La promesse ferme qui emporte engagement définitif est accordée après approbation par l'Administration d'un dossier d'adjudication comprenant :

a) le cahier des charges qui a servi de base à l'adjudication;

b) le procès-verbal d'ouverture des soumissions;

c) le rapport de l'auteur du projet sur l'adjudication;

d) les soumissions déposées et leurs annexes;

e) la délibération motivée par laquelle le maître de l'ouvrage désigne l'adjudicataire des travaux;

f) la proposition de règlement d'ordre intérieur applicable au hall relais agricole projeté visée aux articles 7 et 15, décrivant les mécanismes propres à assurer l'évaluation périodique et la transparence des décisions prises par les organes de gestion.

La promesse ferme est notifiée au promoteur sous forme d'un arrêté d'octroi de la subvention à l'investissement attribué par le Ministre.

§ 5. Le règlement d'ordre intérieur applicable au hall relais agricole visé aux articles 7 et 15 est annexé à l'arrêté ministériel d'octroi de la subvention à l'investissement.

Toute modification du règlement d'ordre intérieur du hall relais agricole est également annexée à l'arrêté ministériel d'octroi de la subvention à l'investissement.

Toute clause du règlement d'ordre intérieur qui n'a pas fait l'objet d'une approbation préalable du Ministre ou de son délégué est réputée non écrite.

Art. 12. Le projet de hall relais agricole faisant l'objet d'une subvention à l'investissement en vertu du présent arrêté est mis en fonctionnement dans un délai n'excédant pas trente-six mois à dater de la notification de l'arrêté ministériel d'octroi de la subvention à l'investissement au promoteur par l'Administration, dans le respect des conditions visées à l'article 15.

Le promoteur est tenu d'informer, par envoi, conformément à l'article D.15 du Code, l'Administration de la date officielle de mise en fonctionnement du hall relais agricole.

A défaut, la subvention à l'investissement est réputée perdue.

Le Ministre peut proroger ce délai de maximum douze mois.

CHAPITRE II. — *Contrôle des aides et subventions*

Art. 13. L'agent délégué par l'Administration a, en permanence, libre accès :

1° à la comptabilité et aux livres de comptes du hall relais agricole, ainsi qu'aux documents visés à l'article 15;

2° aux installations et locaux techniques du hall relais agricole en vue de vérifier le respect des conditions d'octroi de la subvention à l'investissement.

Art. 14. § 1^{er}. La désaffectation du hall relais agricole met fin de plein droit à l'octroi de la subvention à l'investissement.

Si la désaffectation du hall relais agricole intervient endéans une période de quinze ans à dater de la mise en service visée à l'article 12, le promoteur rembourse la subvention à l'investissement à l'Administration.

Moyennant mise en demeure préalable, l'Administration procède par toutes voies de droit au recouvrement des sommes dues par le promoteur.

Le remboursement de la subvention à l'investissement visé aux alinéas 2 et 3 est proportionnel au nombre d'années de désaffectation du hall relais agricole.

§ 2. La violation des conditions d'octroi de la subvention à l'investissement visée à l'article 2 met fin de plein droit à son octroi.

§ 3. Lorsqu'il est fait application du présent article, l'Administration procède à une récupération proportionnelle des montants octroyés en tenant compte de la gravité, de la persistance et de l'étendue du manquement constaté ou de la condition non respectée.

CHAPITRE III. — *Conditions de mise à disposition des halls relais agricoles*

Art. 15. Les conditions de mise à disposition ou d'accès relatives aux halls relais agricoles sont définies dans le règlement d'ordre intérieur comprenant au minimum :

1° l'accessibilité à tout utilisateur qui peut faire état de sa qualité d'agriculteur;

2° le périmètre des infrastructures mobilières et immobilières correspondant au hall relais agricole visé;

3° les objectifs du hall relais agricole;

4° le modèle de gouvernance;

5° l'implication des agriculteurs dans cette gouvernance;

6° les conditions financières et les conditions d'accès pour l'utilisation ou pour l'approvisionnement du hall relais agricole par des agriculteurs;

7° la définition des responsabilités de toutes les parties prenantes et les engagements requis en matière d'assurance.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 16. L'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mai 2011 fixant les conditions d'octroi des subventions relatives aux halls relais agricoles et déterminant les modalités de leur mise à disposition, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 8 mai 2014 et 29 octobre 2015, est abrogé.

Art. 17. Les demandes d'aides introduites en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mai 2011 fixant les conditions d'octroi des subventions relatives aux halls relais agricoles et déterminant les modalités de leur mise à disposition restent soumises aux dispositions de cet arrêté.

Art. 18. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 30 août 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine
et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

Annexe 1^{re}. Déclaration sous l'honneur des aides *de minimis*
DÉCLARATION SUR L'HONNEUR DE L'ENTREPRISE
Aides *de minimis* octroyées et à venir

Vous allez recevoir une aide de la Région Wallonne. La Commission européenne réglemente les aides aux entreprises afin qu'elles ne faussent pas la concurrence. La présente aide est une aide qualifiée de « *de minimis* » au sens de cette réglementation européenne. Au risque de devoir rembourser la somme reçue, le montant des aides dites *de minimis* ne peut dépasser un certain plafond lié au secteur d'activité. Aux fins de vérifier que ce plafond n'est pas dépassé, il vous est demandé de compléter le document suivant.

1. Renseignements généraux

Numéro d'entreprise

Infos à compléter par l'autorité subsidiaire

□□□□-□□□□-□□□□

 Personne physique (indépendant)

M./Mme. (nom et prénom) Infos à compléter par l'autorité subsidiaire

 Personne morale (société)

Nom de la société

Forme juridique

 Personne de contact

M./Mme (nom et prénom)

Téléphone/gsm :

2. Participations et composition du capital

L'appréciation du seuil s'effectue en tenant compte de toutes les aides *de minimis* reçue au niveau de **l'entreprise unique**. Si votre entreprise est liée à une ou plusieurs autres entreprises (participations, associations, droits de vote,...), complétez l'annexe. Sinon, passez au point 3.

3. Activités de l'entreprise

L'application des règlements *de minimis* diffère selon le secteur dans lequel l'entreprise est active. L'entreprise est-elle active dans l'un de ces secteurs (*cochez la case le cas échéant*) ?

- L'entreprise est active dans les secteurs de la **pêche, l'aquaculture (en cas de doute, ces activités correspondent aux codes 03 du Code NACE-BEL)**
- L'entreprise est active dans le secteur de la production primaire de produits agricoles (en cas de doutes, ces activités correspondent aux codes **01.1 à 01.5 du Code NACE-BEL**)
- L'entreprise est active dans le **transport de marchandises par route pour compte d'autrui**.

N.B. : le(s) code(s) NACE de l'entreprise peu(ven)t être obtenu(s) auprès de la Banque-carrefour des entreprises via «BCE public Search», disponible via le lien suivant : <http://kbopub.economie.fgov.be/kbopub/zoeknaamfonetischform.html>

4. Renseignements relatifs aux aides *de minimis*

Pour octroyer une aide en vertu de la réglementation *de minimis*, il est nécessaire de tenir compte des autres aides *de minimis* octroyées à l'entreprise au cours de l'exercice fiscal en cours mais aussi des deux derniers exercices fiscaux. Veuillez compléter le tableau repris ci-dessous si vous avez reçu des aides *de minimis* dans cette période. Pour ce faire, gardez à l'esprit la notion d'entreprise unique développée au point 2 supra.

N.B. : Pour savoir si une précédente aide reçue est une aide *de minimis*, l'autorité subsidiaire vous a remis une attestation d'aide *de minimis* précisant le règlement de laquelle cette aide relève : général, pêche, agriculture, SIEG.

Aides précédemment obtenues et en cours de traitement :

Date de décision	Entité bénéficiaire	Règlement de minimis concerné par la demande	Objet de l'aide	Pouvoir subsidiant	Montant en EUR
□□/□□/□□		<input type="checkbox"/> Général <input type="checkbox"/> Pêche <input type="checkbox"/> Agricole <input type="checkbox"/> SIEG	.............................................		...EUR
□□/□□/□□		<input type="checkbox"/> Général <input type="checkbox"/> Pêche <input type="checkbox"/> Agricole <input type="checkbox"/> SIEG	.............................................		...EUR
□□/□□/□□		<input type="checkbox"/> Général <input type="checkbox"/> Pêche <input type="checkbox"/> Agricole <input type="checkbox"/> SIEG	.............................................		...EUR
□□/□□/□□		<input type="checkbox"/> Général <input type="checkbox"/> Pêche <input type="checkbox"/> Agricole <input type="checkbox"/> SIEG	.............................................		...EUR
TOTAL : ...EU					

Je soussigné, (nom et prénom), représentant légal en tant que de l'entité (n° d'entreprise et raison sociale/dénomination)

....., autorisé légalement à engager l'entreprise, atteste sur l'honneur que la liste des renseignements mentionnés ci-dessous est exacte et complète.

Je m'engage à fournir les attestations relatives aux dispositions ci-dessus à la demande de l'Administration.

Je suis conscient que si les renseignements transmis par mon entreprise sont inexacts, les aides obtenues sur base de ceux-ci devront être remboursées.

Fait à, le

Signature,

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 août 2018 fixant les conditions d'octroi des subventions relatives aux halls relais agricoles et déterminant les modalités de leur mise à disposition.

Namur, le 30 août 2018.

Pour le Gouvernement,

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

ANNEXE 2.

Cette partie de la déclaration n'est à remplir que si l'entreprise a des participations de fait ou de droit dans d'autres entreprises (voy. point 1.1). Il en va de même si d'autres entreprises ont des liens avec l'entreprise (voy. 1.2). Le cas échéant, les aides de minimis de ces entreprises devront être reprises dans le tableau du point 3.

1.1. Participations de fait ou de droit détenues dans d'autres entreprises

Si l'entreprise demanderesse détient des participations dans d'autres entreprises ou associations d'entreprises de manière telle qu'ensemble, elles peuvent être considérées comme étant une « entreprise unique »¹, il est nécessaire de compléter le tableau ci-dessous.

N° d'entreprise	Dénomination/raison sociale	Forme juridique	Pourcentage du capital
□□□□-□□□□-□□□□%
□□□□-□□□□-□□□□%
□□□□-□□□□-□□□□%
□□□□-□□□□-□□□□%

1.2. Entreprises liées à l'entreprise demanderesse

Il est nécessaire de compléter le tableau ci-dessous si une entreprise :

- a la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés de l'entreprise demanderesse OU ;
- a le droit de nommer ou de révoquer la majorité des membres de l'organe d'Administration, de direction ou de surveillance de l'entreprise demanderesse OU ;
- a le droit d'exercer une influence dominante sur l'entreprise demanderesse en vertu d'un contrat conclu avec celle-ci ou en vertu d'une clause des statuts de celle-ci OU ;
- contrôle seule, en vertu d'un accord conclu avec d'autres actionnaires ou associés de l'entreprise demanderesse, la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés de celle-ci.

N° d'entreprise	Dénomination/raison sociale	Forme juridique	Cas de figure a), b), c) ou d)
□□□□-□□□□-□□□□%
□□□□-□□□□-□□□□%

¹ Sont notamment visées les entreprises liées en raison de la détention par une entreprise de la majorité des droits de vote ou du droit d'exercer une influence dominante dans le fonctionnement de l'autre entreprise en vertu d'un contrat ou d'une clause des statuts.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 août 2018 fixant les conditions d'octroi des subventions relatives aux halls relais agricoles et déterminant les modalités de leur mise à disposition.

Namur, le 30 août 2018.

Pour le Gouvernement,

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme,
du Patrimoine et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2018/14448]

30. AUGUST 2018 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Bedingungen für die Gewährung von Subventionen für landwirtschaftliche Übergangshallen und zur Bestimmung der Modalitäten ihrer Zurverfügungstellung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 der Kommission vom 18. Dezember 2013 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf *De-minimis*-Beihilfen;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.11, D.13, D.14, D.17, D.127, D.242, D.243, D.246 und D.247;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Mai 2011 zur Festlegung der Bedingungen für die Gewährung von Subventionen für landwirtschaftliche Übergangshallen und zur Bestimmung der Modalitäten ihrer Zurverfügungstellung;

Aufgrund der am 22. Mai 2017 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 24. Mai 2018 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 24. Mai 2018 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des nach Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 21. Juni 2018;

Aufgrund des am 1. August 2018 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats 63.792/2/V;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Gewährung und Berechnungsmethode der Subventionen
und Beihilfen für landwirtschaftliche Übergangshallen*

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Verwaltung: die Direktion der Qualität der Abteilung Entwicklung der Verwaltung im Sinne von Artikel D.3 Ziffer 3 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft;

2° Berater: die Person oder die Beratungseinrichtung, die die Fachkenntnisse und die Mindesterfahrung besitzt und vom Submittenten ausgewählt wurde, um ihn bei der Vorbereitung und Einreichung der einzigen Bewerbungsakte oder bei der Durchführung des Projekts zu beraten;

3° die GVV: die Genossenschaft für die Verarbeitung und die Vermarktung, die eine Genossenschaft im Sinne des Gesellschaftsgesetzbuches ist und die folgende Bedingungen erfüllt:

a) der Gesellschaftszweck bezieht sich hauptsächlich auf die Landwirtschaft, den Gartenbau oder die Zucht und ist darauf ausgerichtet, die Verbesserung und die Rationalisierung der Behandlung, der Verarbeitung oder der Vermarktung der landwirtschaftlichen Erzeugnisse zu fördern;

c) bei den Generalversammlungen verfügt jeder Gesellschafter satzungsgemäß über wenigstens eine Stimme;

4° Landwirtschaftliche Übergangshalle: Gebäude für Tätigkeiten im Bereich der Lagerung, Verarbeitung, Verpackung oder Vermarktung von landwirtschaftlichen Erzeugnissen, einschließlich der Lagerung durch Landwirte oder GVV, sowie die technischen Ausrüstungen und das Mobiliar dieser Gebäude, im Hinblick auf die Entwicklung kurzer Kreisläufe zur Aufwertung landwirtschaftlicher Erzeugnisse;

5° Investition: Vorgänge zum Erwerb, zum Bau oder zur Erneuerung von Immobilien, oder zur Anschaffung von beweglichen Gütern;

6° Öffentliche Behörde: eine Gemeinde, eine Gemeindevereinigung oder eine Provinz;

7° Projektträger: eine öffentliche Behörde oder eine juristische Person, deren Gesellschaftszweck die Aufwertung landwirtschaftlicher Erzeugnisse umfasst und deren Tätigkeiten einen Beitrag zur Erreichung von Zielen gemäß Artikel D.1 § 3 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft leisten, und der einen Investitionszuschuss für den Bau und die Inbetriebnahme einer landwirtschaftlichen Übergangshalle gewährt wird;

8° *De-minimis*-Regelung: die Regelung, die auf die gemäß der Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 der Kommission vom 18. Dezember 2013 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf *De-minimis*-Beihilfen gewährten staatlichen Beihilfen, anwendbar ist;

9° Submittent: eine öffentliche Behörde oder eine juristische Person, deren Gesellschaftszweck die Aufwertung landwirtschaftlicher Erzeugnisse umfasst und deren Tätigkeiten einen Beitrag zur Erreichung von Zielen gemäß Artikel D.1 § 3 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft leisten, und die bei der Verwaltung eine einzige Bewerbungsakte für ein Projekt einer landwirtschaftlichen Übergangshalle einreicht, gegebenenfalls bis der Projektträger des vorerwähnten Projekts der landwirtschaftlichen Übergangshalle in Form einer juristischen Person gebildet wird;

10° Nutzer: die Landwirte oder die GVV, die die Dienste der landwirtschaftlichen Übergangshalle nutzen;

11° Gesetzbuch: das wallonische Gesetzbuch über die Landwirtschaft;

12° Minister: der Minister für Landwirtschaft.

Art. 2 - § 1. Für das von einem Projektträger geleitete Projekt einer landwirtschaftlichen Übergangshalle kann gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses ein Investitionszuschuss in Höhe von maximal 200.000 Euro gewährt werden.

§ 2. Unbeschadet der Bestimmungen von Artikel D.219 des Gesetzbuches kommen wenigstens die folgenden Kosten für einen Investitionszuschuss nicht in Betracht:

1° die MwSt., es sei denn, sie ist nicht rückzahlbar;

- 2° der Kauf des Grundstücks für den Bau der landwirtschaftlichen Übergangshalle;
- 3° der Kauf, das Leasing oder das Mieten von Fahrzeugen;
- 4° die Kosten für die Miete eines Gebäudes;
- 5° die Kosten für Verbrauchsgüter;
- 6° die Personalkosten;
- 7° die Notar- oder Architektengebühren;
- 8° die Ausschreibungskosten;
- 9° die Überwachungskosten;
- 10° der Kauf von gebrauchten beweglichen Gütern;
- 11° die Mehrwegverpackungen;
- 12° die Software und die Entwicklung von Computeranwendungen;
- 13° die Werbeträger.

Projekte, die nur die Ausstattung betreffen, sind nicht beihilfefähig.

Alle Ausrüstungsgegenstände oder Materialien, die mit dem Gebäude, in dem sie sich befinden, fest verbunden sind, gelten als Immobilieninvestitionen.

§ 3. Der Investitionszuschuss wird als Kapitalzuschuss gewährt, der sechzig Prozent des Gesamtbetrags der beihilfefähigen Investitionen entspricht.

Der Subventionssatz des Investitionszuschusses wird maximal zweimal um einen Bonus von jeweils fünfzehn Prozent erhöht, wenn das Projekt einer landwirtschaftlichen Übergangshalle:

1° in einer der in Artikel 38 des Programmdekrets vom 23. Februar 2006 über die vorrangigen Maßnahmen für die Wallonische Zukunft angeführten Freizonen gelegen ist oder in einem Gebiet mit naturbedingten Benachteiligungen, das in Anwendung von Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. September 2015 über die Gewährung von Beihilfen für Gebiete mit naturbedingten Benachteiligungen in dem Ministeriellen Erlass vom 24. September 2015 zur Bestimmung der Gebiete mit naturbedingten Benachteiligungen ausgewiesen wurde;

2° von einem Submittenten für einen Projektträger eingereicht wird, der sich zu vierzig Prozent aus Landwirten unter vierzig Jahren zusammensetzt;

3° von einem Submittenten eingereicht wird, der eine schriftliche Verpflichtung von mindestens fünf Landwirten abgibt, die Dienstleistungen der landwirtschaftlichen Übergangshalle zu nutzen;

4° die Einstellung von mindestens zwei Vollzeitäquivalenten während der ersten drei Betriebsjahre der landwirtschaftlichen Übergangshalle ermöglicht;

5° während der ersten drei Betriebsjahre der landwirtschaftlichen Übergangshalle unter der Überwachung einer im Rahmen des regionalen Systems der differenzierten Qualität oder im Rahmen des europäischen Qualitätssystems zugelassenen zertifizierenden Stelle steht.

Die in Absatz 2, Ziffern 1 und 2 genannten Boni werden auf der Grundlage der Situation zum Zeitpunkt der Einreichung der einzigen Bewerbungsakte erlangt.

Die in Absatz 2, Ziffern 3, 4 und 5 genannten Boni werden auf der Grundlage der jährlichen Tätigkeitsberichte und Belege endgültig erlangt, die in den ersten drei Jahren nach Aufnahme des Betriebs der landwirtschaftlichen Übergangshalle eingereicht wurden.

§ 4. Abweichend von Paragraph 3 entspricht der in Paragraph 1 genannte Zuschuss für die Projektträger öffentlicher Behörden achtzig Prozent des Gesamtbetrags der beihilfefähigen Investitionen.

Der in Absatz 1 angeführte Satz wird um einen Bonus von zehn Prozent erhöht, wenn das Projekt einer landwirtschaftlichen Übergangshalle in wenigstens zwei Gemeinden vom Gemeindegremium beschlossen wurde.

Art. 3 - Unbeschadet der Beachtung von Artikel 5 § 4 kann der Submittent des Projekts einer landwirtschaftlichen Übergangshalle in den Genuss einer Beihilfe für Beratung in Höhe von maximal 10.000 Euro gelangen.

Der Submittent kann einen oder mehrere Berater heranziehen. Sind ein oder mehrere Berater an der Ausarbeitung einer einzigen Bewerbungsakte beteiligt, so werden ihre Namen sowie ihre jeweiligen Beiträge in der einzigen Bewerbungsakte angegeben.

Art. 4 - Der Submittent des Projekts einer landwirtschaftlichen Übergangshalle, dessen Projektträger keine öffentliche Behörde ist, kann unbeschadet der Beachtung von Artikel 5 § 6 in den Genuss einer Betriebsbeihilfe in Höhe von maximal 20.000 Euro gelangen, die zur Deckung der Betriebskosten der landwirtschaftlichen Übergangshalle während der ersten drei Jahre gewährt wird.

Art. 5 - § 1. Der kumulierte Betrag des Investitionszuschusses, der Beratungsbeihilfe und der Betriebsbeihilfe darf unbeschadet der Beachtung der *De-minimis*-Regelung nicht mehr als 200.000 Euro betragen.

§ 2. Nur jene Projekte, für die in der nach Artikel 7 zulässigen einzigen Bewerbungsakte ein Antrag auf eine Beratungsbeihilfe erwährt wird, können in den Genuss der Beratungsbeihilfe gelangen und zwar unabhängig von der abschließenden Entscheidung darüber, ob das Projekt ausgewählt wird oder nicht.

§ 3. Projekte, die nach Artikel 7 zulässig sind, die nicht von der Regierung ausgewählt werden und für die in ihrer einzigen Bewerbungsakte Beratungsbeihilfe beantragt wurde, begründen gegenüber der Verwaltung die beihilfefähigen Kosten im Zusammenhang mit der Beratung in Höhe von höchstens 3.000 Euro auf der Grundlage einer Schuldforderung, der der Nachweis über die Zahlung von Honoraren an die Berater und Nebenkosten in direktem Zusammenhang mit der Vorbereitung des Projekts beigefügt ist. Diese Schuldforderung ist bei der Verwaltung innerhalb von zwölf Monaten nach Bekanntgabe der Nichtberücksichtigung des Projekts der landwirtschaftlichen Übergangshalle einzureichen.

§ 4. Die Submittenten von Projekten, die von der Regierung ausgewählt wurden und in ihrer einzigen Bewerbungsakte Beratungsbeihilfe beantragt haben, erhalten diese Beratungsbeihilfe in Form einer Vorauszahlung in Höhe von 10.000 Euro, sobald die Verwaltung die Auswahl des Projekts der landwirtschaftlichen Übergangshalle mitgeteilt hat. Innerhalb von drei Jahren nach dem Datum dieser Mitteilung wird der Vorschuss von 10.000 Euro gegenüber der Verwaltung durch Schuldforderungen begründet, die zusammen mit dem Nachweis der Zahlung von

Honoraren an Berater und Nebenkosten im direkten Zusammenhang mit der Vorbereitung oder Durchführung des Projekts der landwirtschaftlichen Übergangshalle vorgelegt werden.

Wird die in Absatz 1 genannte Obergrenze nach drei Jahren nicht erreicht, so hat der Submittent der Verwaltung den Restbetrag des Vorschusses zu erstatten.

§ 5. Der Betrag des Investitionszuschusses wird gemäß Artikel 6 und der *De-minimis*-Regel wie folgt auf ein Bankkonto auf den Namen des Projektträgers überwiesen:

1° ein Vorschuss in Höhe von vierzig Prozent des gewährten Betrags, sobald die Verwaltung den Projektträger über den Ministeriellen Erlass zur Gewährung des Zuschusses informiert;

2° ein Saldo, der in aufeinanderfolgenden Jahresraten auf der Grundlage von Schuldforderungen, Belegen und einem jährlichen Tätigkeitsbericht gezahlt wird.

In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 2 ist die Anzahl der für eine Investition gewährten Teilbeträge auf drei begrenzt.

Der Vorschuss und der Saldo des Zuschusses sind innerhalb von drei Jahren nach dem Tag, an dem die Verwaltung den Projektträger über den Erlass zur Gewährung des Zuschusses informiert, zu rechtfertigen.

Zulässig sind die Belege, die ermöglichen, die Ausgaben zur Tätigung der Investition deutlich zu identifizieren. Die Rechnungen sind nur mit beigefügten Zahlungsbelegen zulässig.

Falls die Belege die Vorschriften nicht erfüllen oder keine Beweiskraft haben, gelten sie als nicht zulässig.

Belege, die vor dem Datum der Bekanntgabe des Erlasses zur Gewährung des Investitionszuschusses datieren, sind unter keinen Umständen zulässig.

§ 6. Die von der Regierung ausgewählten Projekte, die in ihrer einzigen Bewerbungsakte eine Betriebsbeihilfe beantragt haben, erhalten diese Beihilfe in Form eines Vorschusses in Höhe von 20.000 Euro ab der tatsächlichen Inbetriebnahme der landwirtschaftlichen Übergangshalle.

Der in Absatz 1 genannte Vorschuss ist bei der Verwaltung durch Belege und einen jährlichen Tätigkeitsbericht während der ersten drei Jahre des Betriebs der landwirtschaftlichen Übergangshalle zu begründen.

Art. 6 - Der Investitionszuschuss, die Beratungsbeihilfe und die Betriebsbeihilfe werden auf der Grundlage eines Verfahrens zum Aufruf zur Einreichung von Projekten gewährt.

Der Minister bestimmt für jeden Aufruf zur Einreichung von Projekten: die maximale Mittelausstattung, die Prioritäten, die Auswahlkriterien, die genauen Fristen und die Modalitäten des Aufrufs.

Für jeden Aufruf zur Einreichung von Projekten reicht ein Submittent bei der Verwaltung eine einzige Bewerbungsakte für einen Investitionszuschuss ein, gegebenenfalls begleitet von einem Antrag auf Beratungsbeihilfe oder einem Antrag auf Betriebsbeihilfe.

Die einzige Bewerbungsakte ist der Verwaltung durch jedes Mittel, das der Einsendung laut Artikel D.15 des Gesetzbuches ein sicheres Datum verleiht, zu übermitteln.

Innerhalb von zehn Arbeitstagen nach Zustellung der einzigen Bewerbungsakte bestätigt die Verwaltung dem Submittenten den Eingang

Art. 7 - Das Muster der einzigen Bewerbungsakte wird von der Verwaltung auf dem wallonischen Internetportal der Landwirtschaft zur Verfügung gestellt.

Die Akte umfasst wenigstens:

1° die Identifizierungsdaten des Submittenten des Projekts, einschließlich seiner Rechtsform;

2° wenn es sich bei dem Submittenten des Projekts nicht um den Projektträger handelt, die Identifizierung des Projektträgers, der sich noch in der Gründungsphase befindet, unter Angabe seiner vorgesehenen Rechtsform;

3° den Nachweis, dass an dem Projekt mindestens zwei Landwirte mitwirken, die an der Rechtsform des Projektträgers beteiligt sind, wenn der Projektträger eine juristische Person ist;

4° die Anzahl der Landwirte als Projektträger oder der potenziellen Nutzer und ihre Erkennungsnummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen oder ihre Betriebsnummer im Sinne des Erlasses vom 17. Dezember 2015 über die Identifizierung im integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem (InVeKoS), über die Erteilung einer landwirtschaftlichen Betriebsnummer, zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. Mai 2015 zur Gewährung einer gekoppelten Stützung zugunsten der Landwirte für die weiblichen Rinder des Fleischtyps, des Mischtyps und des Milchtyps sowie der Mutterschafe;

5° eine genaue Beschreibung des Projekts, d.h.:

a) eine lokale sozioökonomische Analyse:

(1) der Entwicklungsmöglichkeiten in Bezug auf die aufzuwertende landwirtschaftliche Produktion, den potenziellen Markt, bestehende oder künftige Synergien;

(2) der Bedürfnisse der lokalen Landwirte, Verarbeiter, Vertreiber und Verbraucher;

b) die durch die Verwirklichung der landwirtschaftlichen Übergangshalle angestrebten spezifischen Ziele und den erwarteten kurz- und langfristigen Nutzen;

c) den Standort, der festgelegt oder noch festzulegen ist, sowie die bautechnischen und technischen Merkmale der geplanten landwirtschaftlichen Übergangshalle;

d) die Modalitäten für die technische Verwaltung der landwirtschaftlichen Übergangshalle;

e) einen Entwurf eines Geschäftsplans zur Bewertung der wirtschaftlichen Lebensfähigkeit des Projekts;

e) die Prognosen bezüglich der Anzahl der direkt geschaffenen Arbeitsplätze und der betroffenen Landwirte, sei es als Projektträger oder als Nutzer;

g) eine Identifizierung und Bewertung der Risiken, die die Durchführung des Projekts gefährden oder verhindern könnten;

6° die Aufteilung in Arbeitsabschnitte und die vorläufige Planung der verschiedenen Phasen der Durchführung und der Inbetriebnahme des Projekts;

7° die finanzielle Gesamtschätzung der Kosten für die Durchführung des Projekts;

8° den vollständigen Finanzierungsplan unter Berücksichtigung des Prozentsatzes des beantragten Zuschusses, des Vorschusses von vierzig Prozent und des durch einen Kredit, aus Eigenmitteln oder anderen Mitteln zu finanzierenden Saldos;

9° einen Vorschlag für eine auf die geplante landwirtschaftliche Übergangshalle anwendbare allgemeine Dienstordnung gemäß Artikel 15 einschließlich der Mechanismen, die geeignet sind, eine periodische Bewertung zu ermöglichen und die Transparenz der von den Verwaltungsorganen getroffenen Entscheidungen zu gewährleisten;

10° gegebenenfalls für den Projektträger eine ehrenwörtliche Erklärung, durch die bescheinigt wird, dass er seine Verpflichtungen, die sich aus den steuerrechtlichen, sozialen und umweltbezogenen Gesetzgebungen und Verordnungsbestimmungen ergeben, erfüllt hat;

11° gegebenenfalls eine ehrenwörtliche Erklärung, deren Muster in Anhang 1 wiedergegeben ist, aus der hervorgeht, dass der Projektträger die *De-minimis*-Regeln einhält.

Art. 8 - § 1. Innerhalb von zwanzig Arbeitstagen nach Ablauf der Frist für die Einreichung von Projekten übermittelt die Verwaltung dem Submittenten eine Mitteilung gemäß Artikel D.15 des Gesetzbuches über:

1° entweder die Zulässigkeit des einzigen Bewerbungsakte, falls diese als vollständig und ordnungsgemäß betrachtet wird;

2° oder die Unzulässigkeit der einzigen Bewerbungsakte, falls diese als unvollständig und nicht ordnungsgemäß betrachtet wird;

In dem in Absatz 1 Ziffer 2 genannten Fall gibt die Verwaltung in ihrer Mitteilung an, welche Elemente in der Akte fehlen, damit diese als vollständig und ordnungsgemäß gewertet werden kann, und legt die Frist fest, innerhalb der die fehlenden Informationen ihr zu übermitteln sind. Diese Frist darf zehn Arbeitstage ab dem Datum, an dem die Informationen übermittelt werden, nicht überschreiten.

Innerhalb von zehn Arbeitstagen nach Erhalt der fehlenden Elemente teilt die Verwaltung dem Submittenten die Zulässigkeit oder Unzulässigkeit der einzigen Bewerbungsakte mit.

§ 2. Eine einzige Bewerbungsakte ist zulässig, wenn:

1° der Submittent der in Artikel 1 genannten Definition entspricht;

2° der Submittent eine Korrespondenzanschrift in der Wallonischen Region besitzt;

3° die einzige Bewerbungsakte innerhalb der in dem Aufruf zur Einreichung von Projekten festgelegten Fristen eingereicht wird und von der in Artikel 7 genannten Verwaltung als vollständig angesehen wird;

4° das Projekt der landwirtschaftlichen Übergangshalle sich auf dem Gebiet der Wallonischen Region befindet und die Gebiete, in denen landwirtschaftliche Erzeugnisse gesammelt oder verkauft werden, sich zumindest hauptsächlich auf dem Gebiet der Wallonischen Region befinden .

§ 3. Die Verwaltung prüft die zulässigen einzigen Bewerbungsakten. Hält sie es für die Durchführung dieser Analyse für erforderlich, kann die Verwaltung von den Submittenten zusätzliche Unterlagen oder Informationen verlangen.

Die Verwaltung erstellt einen Bericht zur objektiven und quantifizierten Bewertung der vom Minister im Rahmen des Aufrufs zur Einreichung von Projekten festgelegten Auswahlkriterien.

Dieser Bericht wird dem in Artikel 9 erwähnten begutachtenden Ausschuss innerhalb einer Frist von neunzig Tagen ab dem Abschluss des in Artikel 6 erwähnten Verfahrens zum Aufruf zur Einreichung von Projekten übermittelt.

Der Minister kann die Bearbeitungs- und Bewertungszeit für zulässigen einzigen Bewerbungsakten festlegen oder verlängern.

§ 4. Die Bewertung der Projekte erfolgt auf der Grundlage folgender Auswahlkriterien:

1° Zweckdienlichkeit der Durchführung des Projekts in Bezug auf den lokalen Kontext und die Bedürfnisse;

2° Qualität der einzigen Bewerbungsakte;

3° Durchführbarkeit des Projekts;

4° Innovativer Charakter des Projekts;

5° Synergie oder Komplementarität des Projekts mit anderen landwirtschaftlichen Übergangshallen oder anderen Strukturen für die Entwicklung bestehender kurzer Vertriebswege;

6° Wirtschaftliche Lebensfähigkeit des Projekts und wirtschaftliche Aussichten, die auf der Grundlage der in der einzigen Bewerbungsakte enthaltenen Informationen festgelegt wurden;

7° Erhaltung oder Schaffung von Arbeitsplätzen;

8° Relevanz des Finanzplans;

9° Überwachung durch eine im Rahmen des regionalen Systems der differenzierten Qualität oder im Rahmen des europäischen Qualitätssystems zugelassene zertifizierende Stelle;

10° Beteiligung der Landwirte.

Art. 9 - § 1. Ein begutachtender Ausschuss mit folgender Zusammensetzung wird eingerichtet:

1° ein Vertreter des Ministers;

2° ein Vertreter der Verwaltung;

3° ein vom Minister bezeichneter Sachverständiger, dessen Fachkenntnisse auf dem Gebiet der Bewertung von Finanzplänen anerkannt sind;

4° ein von dem Minister für Landwirtschaft bezeichneter Sachverständiger, dessen Fachkenntnisse auf dem Gebiet der Bewertung von landwirtschaftlichen Wirtschaftsprojekten, insbesondere auf dem Gebiet der Entwicklung kurzer Vertriebswege anerkannt sind;

5° ein vom Minister bezeichneter professioneller Vertreter des Agrarsektors, der die verschiedenen Produktions- und Wertschöpfungssparten, insbesondere im Hinblick auf die Diversifizierung der Landwirtschaft und die Entwicklung von kurzen Vertriebswegen, beherrscht.

§ 2. Innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen ab der Zustellung des in Artikel 8 § 3 erwähnten Berichts der Verwaltung verfasst der begutachtende Ausschuss ein Gutachten zu jedem Projekt, für das der Investitionszuschuss gewährt werden kann. Zudem nimmt er die Einstufung der Projekte vor.

Diese Einstufung wird in absteigender Reihenfolge erstellt auf der Grundlage der im Aufruf zur Einreichung von Projekten festgelegten Kriterien.

Der begutachtende Ausschuss übermittelt der Regierung die Einstufung.

Art. 10 - Auf der Grundlage der in Artikel 9 § 2 angeführten Einstufung bezeichnet die Regierung jene Projekte zur Errichtung von landwirtschaftlichen Übergangshallen, die zur Weiterführung des Verfahrens zur Gewährung des Investitionszuschusses ausgewählt wurden.

Die Verwaltung teilt allen Projektträgern oder Submittenten, die eine zulässige einzige Bewerbungsakte eingereicht haben, den Beschluss der Regierung mit.

Art. 11 - § 1. Projekte, die nach einem Aufruf zur Einreichung von Projekten ausgewählt und notifiziert wurden, kommen unter den folgenden Bedingungen in den Genuss des Investitionszuschusses:

1° Vor der Ausschreibung der Arbeiten liegt dem Projektträger die grundsätzliche Zusage der Gewährung des Zuschusses seitens der Wallonischen Region vor;

2° Die Gesetzgebung über die Vergabe öffentlicher Aufträge wird eingehalten;

3° Die Ausschreibungsunterlagen werden von der Verwaltung genehmigt, bevor die Anweisung zum Beginn der Arbeiten erteilt wird;

4° Jeder Zuschlag, der von den Auftragsnehmern aufgrund einer verspäteten Mitteilung beantragt wird, ist von der Gewährung des Investitionszuschusses ausgeschlossen;

5° Der Bauherr verlangt, dass ein Leistungstagebuch gemäß dem für Arbeiten in der Wallonischen Region verwendeten Muster geführt wird;

6° Die Verwaltung wird über das Datum informiert, an dem die Arbeiten beginnen;

7° Die Verwaltung wird mindestens zehn Tage vor dem für die Abnahme der Bauleistungen festgelegten Termin informiert;

8° Alle Verträge oder Änderungen von Verträgen über die bezuschussten Arbeiten werden für die Gewährung des Investitionszuschusses nur nach Genehmigung durch die Verwaltung berücksichtigt;

9° Ist eine etwaige Aufteilung der Arbeiten in Phasen erforderlich, so ist der Verwaltung gleichzeitig mit der Akte, die die Gewährung einer grundsätzlichen Zusage ermöglicht, ein detaillierter Antrag zur Genehmigung vorzulegen, in dem diese Phasenaufteilung beschrieben ist.

§ 2. Ab dem Zeitpunkt der Notifizierung der Mitteilung über die Auswahl des Projekts einer landwirtschaftlichen Übergangshalle verfügt der Projektträger über sechsunddreißig Monate, um einen Antrag auf eine grundsätzliche Zusage einzureichen.

Die grundsätzliche Zusage wird nach Genehmigung einer vollständigen und konformen Akte durch den Minister erteilt. Die grundsätzliche Zusage wird dem Projektträger von der Verwaltung mitgeteilt.

Für die Anwendung von Absatz 2 gilt eine Akte als vollständig und konform, wenn sie folgende Dokumente umfasst:

1° die Entscheidung des Bauherrn, einen Projektautor mit der Studie zu beauftragen;

2° den Eigentumsnachweis für die Immobilie oder das Grundstück oder die Erbpacht oder das Erbbaurecht;

3° die für die Durchführung der Arbeiten erforderlichen vollständigen Pläne;

4° das Sonderlastenheft für die betreffenden Arbeiten, einschließlich:

a) die allgemeinen Verwaltungsbedingungen;

b) das Muster der Submission;

c) die technische Beschreibung der Arbeiten;

d) das detaillierte Aufmaß der Arbeiten;

5° der für jeden Posten detaillierte Kostenvoranschlag der geplanten Arbeiten;

6° die erforderlichen Genehmigungen und Zulassungen;

7° der Zeitplan für die einzelnen Schritte der Verwirklichung des Projekts;

8° den Nachweis, dass die Landwirte in das Projekt einbezogen sind und die Übergangshalle nutzen werden;

9° eine Bescheinigung über den Nachweis, dass der Projektträger in der Lage ist, zur Finanzierung der Arbeiten beizutragen;

10° eine Bescheinigung, aus der hervorgeht, dass die Arbeiten noch nicht in Auftrag gegeben wurden.

§ 3. Ab der Zusendung der Mitteilung einer grundsätzlichen Zusage verfügt der Projektträger über 120 Tage, um die Eröffnung der Submissionen oder Angebote vorzunehmen. Ist der Projektträger der Ansicht, dass diese Frist nicht eingehalten werden kann, kann er vom Minister auf begründeten Antrag eine Verlängerung um höchstens neunzig Tage beantragen. Die Verwaltung teilt dem Antragsteller die Entscheidung des Ministers mit.

Die Sanktion für die Nichteinhaltung der in Absatz 1 genannten Frist, die gegebenenfalls verlängert wurde, macht die grundsätzliche Zusage und die Gewährung des Investitionszuschusses ungültig.

§ 4. Das feste Versprechen, das zu einer endgültigen Verpflichtung führt, wird nach Genehmigung einer Ausschreibungsakte, die Folgendes umfasst, durch die Verwaltung erteilt:

a) das Lastenheft, auf der die Ausschreibung beruht;

b) das Protokoll der Eröffnung der Submissionen;

c) den Bericht des Projektautors über die Ausschreibung;

d) die eingereichten Submissionen und ihre Anhänge;

e) die begründete Entscheidung, durch die der Bauherr den Auftragsnehmer für die Bauleistungen benennt;

f) einen Vorschlag für eine auf die geplante landwirtschaftliche Übergangshalle anwendbare allgemeine Dienstordnung gemäß Artikel 7 und 15, in der die Mechanismen, die geeignet sind, eine periodische Bewertung zu ermöglichen und die Transparenz der von den Verwaltungsorganen getroffenen Entscheidungen zu gewährleisten, beschrieben sind.

Die feste Zusage wird dem Projektträger in Form eines Erlasses zur Gewährung des Investitionszuschusses vom Minister mitgeteilt.

§ 5. Die auf die landwirtschaftliche Übergangshalle anwendbare allgemeine Dienstordnung gemäß Artikel 7 und 15 wird dem Ministeriellen Erlass zur Gewährung des Investitionszuschusses als Anhang beigefügt.

Jede Änderung der allgemeinen Dienstordnung der landwirtschaftlichen Übergangshalle wird dem Ministeriellen Erlass zur Gewährung des Investitionszuschusses ebenfalls als Anhang beigefügt.

Eine Klausel der allgemeinen Dienstordnung, die nicht vorab die Zustimmung des Ministers oder seines Stellvertreter erlangt hat, gilt als ungeschrieben.

Art. 12 - Das Projekt einer landwirtschaftlichen Übergangshalle, das kraft des vorliegenden Erlasses Gegenstand eines Investitionszuschusses ist, muss innerhalb einer Frist von maximal 36 Monaten nach dem Datum, an dem der Ministerielle Erlass zur Gewährung des Investitionszuschusses dem Projektträger notifiziert worden ist, in Betrieb genommen werden, wobei die in Artikel 15 angeführten Bedingungen zu erfüllen sind.

Der Projektträger ist verpflichtet, die Verwaltung durch ein Schreiben gemäß Artikel D.15 des Gesetzbuches über das offizielle Datum der Inbetriebnahme der landwirtschaftlichen Übergangshalle zu informieren.

Wird diese Frist nicht eingehalten, gilt der Investitionszuschuss als verloren.

Der Minister kann diese Frist um maximal zwölf Monate verlängern.

KAPITEL II — Kontrolle der Beihilfen und Zuschüsse

Art. 13 - Der von der Verwaltung beauftragte Bedienstete hat ständig freien Zugang zu:

1° der Buchführung und zu den Kontenbüchern der landwirtschaftlichen Übergangshalle sowie zu den in Artikel 15 angeführten Unterlagen;

2° zu den technischen Anlagen und Gebäuden der landwirtschaftlichen Übergangshalle, um die Beachtung der Bedingungen für die Gewährung des Investitionszuschusses zu überprüfen.

Art. 14 - § 1. Die Außerbetriebnahme der landwirtschaftlichen Übergangshalle beendet von Rechts wegen die Gewährung des Investitionszuschusses.

Erfolgt die Außerbetriebnahme der landwirtschaftlichen Übergangshalle innerhalb eines Zeitraums von fünfzehn Jahren ab dem Datum der in Artikel 12 angeführten Inbetriebnahme, so hat der Projektträger der Verwaltung den Investitionszuschuss zu erstatten.

Mittels einer vorab übermittelten Mahnung führt die Verwaltung unter Anwendung aller bestehenden Rechtsmittel die Beitreibung der durch den Projektträger geschuldeten Beträge durch.

Die Rückzahlung des Investitionszuschusses gemäß den Absätzen 2 und 3 erfolgt im Verhältnis zur Anzahl der Jahre, in denen die landwirtschaftliche Übergangshalle nicht genutzt wurde.

§ 2. Der Verstoß gegen die in Artikel 2 angeführten Bedingungen zur Gewährung des Investitionszuschusses beendet von Rechts wegen deren Gewährung.

§ 3. Bei der Anwendung des vorliegenden Artikels führt die Verwaltung eine proportionale Rückforderung der gewährten Beträge unter Berücksichtigung der Schwere, der Dauer und des Ausmaßes des festgestellten Verstoßes oder der nicht beachteten Bedingung durch.

KAPITEL III — Bedingungen für die Zurverfügungstellung der landwirtschaftlichen Übergangshallen

Art. 15 - Die Zurverfügungstellung- oder Zugangsbedingungen für die landwirtschaftlichen Übergangshallen werden in der allgemeinen Dienstordnung festgelegt, die mindestens Folgendes umfasst:

1° die Zugänglichkeit für jeden Nutzer, der seine Eigenschaft als Landwirt nachweisen kann;

2° den Umkreis der beweglichen und unbeweglichen Infrastruktur, der der genannten landwirtschaftlichen Übergangshalle entspricht;

3° die Zielsetzungen der landwirtschaftlichen Übergangshalle;

4° das Modell der Führungsstruktur;

5° die Einbeziehung der Landwirte in diese Führungsstruktur;

6° die finanziellen Bedingungen und Zugangsbedingungen für die Nutzung oder Belieferung der landwirtschaftlichen Übergangshalle durch die Landwirte;

7° die Definition der Verantwortlichkeiten aller Beteiligten und die erforderlichen Versicherungspflichten.

KAPITEL IV — Schlussbestimmungen

Art. 16 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Mai 2011 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Mai 2014 zur Festlegung der Bedingungen für die Gewährung von Subventionen für landwirtschaftliche Übergangshallen und zur Bestimmung der Modalitäten ihrer Zurverfügungstellung, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 8. Mai 2014 und vom 29. Oktober 2015 wird aufgehoben.

Art. 17 - Beihilfeanträge, die in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Mai 2011 zur Festlegung der Bedingungen für die Gewährung von Subventionen für landwirtschaftliche Übergangshallen und zur Bestimmung der Modalitäten ihrer Zurverfügungstellung eingereicht worden sind, unterliegen weiterhin den Bestimmungen dieses Erlasses.

Art. 18 - Der Minister für Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 30. August 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus, Denkmalschutz,
und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

Anhang 1 Ehrenwörtliche Erklärung betreffend die De-minimis-Beihilfen

EHRENWÖRTLICHE ERKLÄRUNG DES UNTERNEHMENS Gewährte und zu gewährende De-minimis-Beihilfen

Sie erhalten eine Beihilfe der Wallonischen Region. Die Europäische Kommission regelt Beihilfen für Unternehmen so, dass sie den Wettbewerb nicht verzerren. Diese Beihilfe gilt als De-Minimis-Beihilfe im Sinne dieser europäischen Vorschriften. Auf die Gefahr hin, den erhaltenen Betrag zurückzahlen zu müssen, darf der Betrag der so genannten De-minimis-Beihilfe eine bestimmte, an den Wirtschaftszweig gebundene Obergrenze nicht überschreiten. Um sicherzustellen, dass diese Grenze nicht überschritten wird, werden Sie gebeten, das folgende Dokument auszufüllen.

1. Allgemeine Angaben

Unternehmensnummer

von der bezuschussenden Behörde auszufüllen

□□□□-□□□□-□□□□

Natürliche Person (Selbständig)

Herrn/Frau (Name und Vorname) von der bezuschussenden Behörde auszufüllen

Juristische Person (Gesellschaft)

Name

der

Gesellschaft

.....

Rechtsform

Kontaktperson

Herr/Frau

(Name

und

Vorname)

.....

Telefon/Handy:

.....

2. Beteiligungen und Zusammensetzung des Kapitals

Bei der Festsetzung der Schwelle werden alle De-minimis-Beihilfen berücksichtigt, die auf der Ebene des **Einzelunternehmens** gewährt werden. Wenn Ihr Unternehmen mit einem oder mehreren anderen Unternehmen (Beteiligungen, Verbände, Stimmrechte,...) verbunden ist, füllen Sie den Anhang aus. Andernfalls fahren Sie mit Schritt 3 fort.

3. Betriebstätigkeit

Die Anwendung der De-minimis-Regelungen ist je nach dem Bereich, in dem das Unternehmen tätig ist, unterschiedlich. Ist das Unternehmen in einem dieser Bereiche tätig (*kreuzen Sie das Kästchen an, falls zutreffend*)?

- Das Unternehmen ist in den Bereichen Fischerei und Aquakultur tätig (im Zweifelsfall: diese Tätigkeiten entsprechen den **Codes 03 der NACE-BEL-Codes**)
- Das Unternehmen ist im Bereich der Primärproduktion von landwirtschaftlichen Erzeugnissen tätig (im Zweifelsfall: diese Tätigkeiten entsprechen den **Codes 01.1 bis 01.5 der NACE-BEL-Codes**).

- Das Unternehmen ist im Bereich des **gewerblichen Güterkraftverkehrs** tätig.

N.B.: Der/die NACE-Code(e) des Unternehmens kann/können bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen unter "BCE public Search" eingesehen werden, die über den folgenden Link zugänglich sind: <http://kbopub.economie.fgov.be/kbopub/zoeknaamfonetischform.html>

4. Angaben zu den De-Minimis-Beihilfen

Um Beihilfen nach den De-minimis-Regeln zu gewähren, ist es notwendig, die anderen De-minimis-Beihilfen zu berücksichtigen, die dem Unternehmen im laufenden Steuerjahr, aber auch in den letzten beiden Steuerjahren gewährt wurden. Bitte füllen Sie die folgende Tabelle aus, wenn Sie in diesem Zeitraum eine De-minimis-Beihilfe erhalten haben. Zu diesem Zweck ist der Begriff eines Einzelunternehmens zu berücksichtigen, der unter Punkt 2 oben erläutert wurde.

N.B.: N.B.: Um herauszufinden, ob es sich bei einer früheren Beihilfe um eine De-minimis-Beihilfe handelt, hat Ihnen die bezuschussende Behörde eine De-minimis-Beihilfe-Bescheinigung ausgestellt, aus der hervorgeht, nach welcher Verordnung diese Beihilfe

gezahlt wird: Allgemein, Fischerei, Landwirtschaft, Dienstleistungen von allgemeinem Interesse (DAI).

Bereits erhaltene und in Bearbeitung befindliche Beihilfen:

Datum des Beschlusses	Empfänger	Durch den Antrag betroffene De-Minimis-Regelung	Gegenstand der Beihilfe	Bezuschussende Behörde	Betrag in EUR
□□/□□/□□		<input type="checkbox"/> Allgemein <input type="checkbox"/> Fischerei <input type="checkbox"/> Landwirtschaft <input type="checkbox"/> DIA	..................................................		...EUR
□□/□□/□□		<input type="checkbox"/> Allgemein <input type="checkbox"/> Fischerei <input type="checkbox"/> Landwirtschaft <input type="checkbox"/> DIA	..................................................		...EUR
□□/□□/□□		<input type="checkbox"/> Allgemein <input type="checkbox"/> Fischerei <input type="checkbox"/> Landwirtschaft <input type="checkbox"/> DIA	..................................................		...EUR
□□/□□/□□		<input type="checkbox"/> Allgemein <input type="checkbox"/> Fischerei <input type="checkbox"/> Landwirtschaft <input type="checkbox"/> DIA	..................................................		...EUR

.....

GESAMTBETRAG:EU

Ich Unterzeichneter, (Name und Vorname),
gesetzlicher Vertreter als des Empfängers
(Unternehmensnummer und Gesellschaftszweck/Bezeichnung)
....., rechtlich befugt, die Gesellschaft zu verpflichten, bescheinige hiermit auf
Ehrenwort, dass die untenstehende Liste der Informationen korrekt und vollständig ist.

Ich verpflichte mich, die Bescheinigungen über die oben genannten Bestimmungen auf
Antrag der Verwaltung zur Verfügung zu stellen.

Mir ist bekannt, dass, wenn die von meinem Unternehmen gemachten Angaben unrichtig
sind, die auf ihrer Grundlage erhaltenen Beihilfen zurückgezahlt werden müssen.

....., den

Unterschrift

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. August 2018 zur Festlegung
der Bedingungen für die Gewährung von Subventionen für landwirtschaftliche
Übergangshallen und zur Bestimmung der Modalitäten ihrer Zurverfügungstellung beigelegt
zu werden.

Namur, den 30. August 2018.

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident,

W. BORSUS

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus,
Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion,

R. COLLIN

ANHANG 2

Dieser Teil der Erklärung ist nur auszufüllen, wenn das Unternehmen de facto oder de jure an anderen Unternehmen beteiligt ist (siehe Punkt 1.1). Gleiches gilt, wenn andere Unternehmen mit dem Unternehmen in Verbindung stehen (siehe 1.2). Gegebenenfalls sind die De-minimis-Beihilfen dieser Unternehmen in die Tabelle unter Punkt 3 aufzunehmen.

1.1. De facto oder de jure Beteiligungen an anderen Unternehmen

Wenn das antragstellende Unternehmen Beteiligungen an anderen Unternehmen oder Unternehmensvereinigungen in einer Weise besitzt, dass sie zusammen als "Einzelunternehmen"¹ betrachtet werden können, ist die folgende Tabelle auszufüllen.

Unternehmensnr.	Bezeichnung/Gesellschaftszweck	Rechtsform	Prozentsatz des Kapitals
□□□□-□□□□-□□□□%
□□□□-□□□□-□□□□%
□□□□-□□□□-□□□□%
□□□□-□□□□-□□□□%

1.2. Unternehmen, die mit dem antragstellenden Unternehmen verbunden

Die untenstehende Tabelle muss ausgefüllt werden, wenn es sich um ein Unternehmen handelt:

- die Mehrheit der Stimmrechte der Aktionäre oder Gesellschafter der antragstellenden Gesellschaft besitzt ODER
- das Recht hat, die Mehrheit der Mitglieder des Verwaltungs-, Leitungs- oder Aufsichtsorgans des antragstellenden Unternehmens zu bestellen oder zu entlassen ODER
- das Recht hat, aufgrund eines mit ihm geschlossenen Vertrages oder aufgrund einer Klausel in seiner Satzung einen beherrschenden Einfluss auf das antragstellende Unternehmen auszuüben ODER
- allein aufgrund einer mit anderen Aktionären oder Partnern des antragstellenden Unternehmens geschlossenen Vereinbarung die Mehrheit der Stimmrechte der Aktionäre oder Partner des antragstellenden Unternehmens kontrolliert.

Unternehmensnr.	Bezeichnung/Gesellschaftszweck	Rechtsform	Fall a), b), c) oder d)
□□□□-□□□□-□□□□%
□□□□-□□□□-□□□□%

¹ Dazu gehören auch Unternehmen, die verbunden sind, weil ein Unternehmen über die Mehrheit der Stimmrechte oder das Recht verfügt, aufgrund eines Vertrages oder einer Klausel in der Satzung einen beherrschenden Einfluss auf die Geschäftstätigkeit des anderen Unternehmens auszuüben.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. August 2018 zur Festlegung der Bedingungen für die Gewährung von Subventionen für landwirtschaftliche Übergangshallen und zur Bestimmung der Modalitäten ihrer Zurverfügungstellung beigelegt zu werden.

Namur, den 30. August 2018.

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident,

W. BORSUS

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus, Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion,

R. COLLIN

VERTALING

WAALESE OVERHEIDSDIENST

[C – 2018/14448]

30 AUGUSTUS 2018. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van de toelagen betreffende de doorgangsgebouwen gebruikt voor landbouwdoeleinden en tot bepaling van de modaliteiten van hun terbeschikkingstelling

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EG) nr. 1407/2013 van de Commissie van 18 december 2013 inzake de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de *minimis*-steun ;

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, artikelen D.11, D.13, D.14, D.17, D.127, D.242, D.243, D.246 en D.247 ;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 12 mei 2011 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van de toelagen betreffende de doorgangsgebouwen gebruikt voor landbouwdoeleinden en tot bepaling van de modaliteiten van hun terbeschikkingstelling ;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 22 mei 2017;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 24 mei 2018 ;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de federale overheid gepleegd op 24 mei 2018;

Gelet op het rapport van 21 juni 2018 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies 63.792/2/V van de Raad van State, gegeven op 1 augustus 2018, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Toekenning en modaliteiten voor de berekening van de toelagen en steun betreffende de doorgangsgebouwen gebruikt voor landbouwdoeleinden

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° de Administratie : de Directie Kwaliteit van het Departement Ontwikkeling van de Administratie in de zin van artikel D.3, 3°, van het Waalse Landbouwwetboek ;

2° de adviseur : de persoon of het adviesorgaan in het bezit van de vaardigheden en de minimumervaring die de inschrijver heeft gekozen om hem te adviseren bij de voorbereiding en indiening van het enige kandidatuur dossier of bij de uitvoering van het project ;

3° de CVAV : de coöperatieve verwerkings- en afzetvennootschap, coöperatieve vennootschap in de zin van het Wetboek van vennootschappen, en die aan de volgende voorwaarden voldoet :

a) het doel van de vennootschap is voornamelijk gericht op landbouw, tuinbouw of veeteelt en op de verbetering en rationalisatie van de behandeling, de verwerking of de afzet van landbouwproducten;

b) in de statuten wordt bepaald dat elke vennoot over minstens één stem beschikt op de algemene vergaderingen;

4° het doorgangsgebouw gebruikt voor landbouwdoeleinden : gebouw bestemd voor activiteiten met betrekking tot de opslag, verwerking, verpakking of afzet van landbouwproducten, verricht door landbouwers of CVAV, alsmede de roerende of technische uitrusting van die gebouwen bestemd voor de ontwikkeling van "korte circuits" voor de valorisatie van landbouwproducten ;

5° de investering : verrichtingen die gericht zijn op de aankoop, de bouw of de vernieuwing van onroerende goederen of op de aankoop van roerende goederen ;

6° de overheid : een gemeente, een vereniging van gemeenten of een provincie ;

7° de promotor : een overheid of een rechtspersoon waarvan het maatschappelijk doel de valorisatie van landbouwproducten omvat en waarvan de activiteiten bijdragen tot de verwezenlijking van de doelstellingen vermeld in artikel D.1, § 3, van het Waalse Landbouwwetboek, waaraan een investeringstoelage toegekend wordt voor de bouw en ingebruikstelling van een doorgangsgebouw gebruikt voor landbouwdoeleinden ;

8° de *minimis*-regel : de regel van toepassing op staatssteun toegekend overeenkomstig Verordening (EG) nr. 1407/2013 van de Commissie van 18 december 2013 inzake de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de *minimis*-steun ;

9° de inschrijver : een overheid of een rechtspersoon waarvan het maatschappelijk doel de valorisatie van landbouwproducten omvat en waarvan de activiteiten bijdragen tot de verwezenlijking van de doelstellingen vermeld in artikel D.1, § 3, van het Waalse Landbouwwetboek, die bij de administratie een enig kandidatuur dossier voor een project van doorgangsgebouw gebruikt voor landbouwdoeleinden indient, in voorkomend geval in afwachting van de oprichting in de vorm van een rechtspersoon van de promotor van bovengenoemd project van doorgangsgebouw gebruikt voor landbouwdoeleinden ;

10° de gebruikers : de landbouwers of CVAV die een beroep doen op de diensten van het doorgangsgebouw gebruikt voor landbouwdoeleinden ;

11° het Wetboek : het Waalse Landbouwwetboek ;

12° de Minister : de Minister van Landbouw.

Art. 2. § 1. Een door een promotor gesteund project van doorgangsgebouw gebruikt voor landbouwdoeleinden kan, krachtens de bepalingen van dit besluit, voor een investeringstoelage van maximaal 200.000 euro in aanmerking komen.

§ 2. Onverminderd artikel D.219 van het Wetboek komen minstens volgende kosten niet in aanmerking voor de investeringstoelage :

1° de BTW, tenzij deze niet terugvorderbaar is ;

2° de aankoop van de grond voor de bouw van het doorgangsgebouw gebruikt voor landbouwdoeleinden ;

- 3° de aankoop, leasing of huur van rollend materieel ;
- 4° de huurkosten van een gebouw ;
- 5° de kosten van verbruiksgoederen ;
- 6° de personeelskosten ;
- 7° de notaris- of architectkosten ;
- 8° de aanbestedingskosten ;
- 9° de kosten voor bewaking ;
- 10° de aankoop van tweedehandse roerende goederen ;
- 11° de herbruikbare verpakkingen ;
- 12° de softwares en ontwikkelingen van computerapplicaties ;
- 13° promotiemateriaal.

Projecten die enkel betrekking hebben op roerend materiaal komen niet in aanmerking.

Elke uitrusting of elk materiaal dat onlosmakelijk deel uitmaakt van het gebouw waarin het geïnstalleerd is, wordt als een investering in onroerend goed beschouwd.

§ 3. De investeringstoelage wordt verleend in de vorm van een kapitaalsubsidie overeenstemmend met zestig procent van het totale bedrag van de subsidiabele investeringen.

Het subsidiepercentage wordt met maximaal twee bonussen van vijftien procent verhoogd wanneer het project van doorgangsgebouw gebruikt voor landbouwdoeleinden :

1° gelegen is in één van de vrije zones bedoeld in artikel 38 van het programmadecreet van 23 februari 2006 betreffende de prioritaire acties voor de toekomst van Wallonië of in een gebied met natuurlijke beperkingen omschreven in het ministerieel besluit van 24 september 2015 tot aanwijzing van de gebieden met natuurlijke beperkingen overeenkomstig artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 24 september 2015 betreffende de toekenning van de tegemoetkomingen voor gebieden met natuurlijke beperkingen.

2° door een inschrijver ingediend wordt, voor een promotor die voor veertig procent uit landbouwers jonger dan veertig jaar bestaat ;

3° door een inschrijver ingediend wordt die een schriftelijke verbintenis van ten minste vijf landbouwers kan voorleggen voor het gebruik van de diensten van het doorgangsgebouw gebruikt voor landbouwdoeleinden ;

4° het mogelijk maakt om ten minste twee voltijdse equivalenten in dienst te nemen gedurende de eerste drie jaar van de exploitatie van het doorgangsgebouw gebruikt voor landbouwdoeleinden ;

5° gedurende de eerste drie jaar van de exploitatie van het doorgangsgebouw gebruikt voor landbouwdoeleinden onder de controle van een certificerende instelling staat, erkend in het kader van het gewestelijk stelsel inzake gedifferentieerde kwaliteit of in het kader van een Europees kwaliteitssysteem.

De bonussen vermeld in lid 2, 1° en 2°, worden op basis van de situatie op het ogenblik van de indiening van het enige kandidatuur dossier verworven.

De bonussen vermeld in lid 2, 3°, 4° en 5°, worden definitief verworven op basis van de jaarlijkse activiteitenverslagen en bewijsstukken ingediend gedurende de eerste drie jaar na de ingebruikstelling van het doorgangsgebouw gebruikt voor landbouwdoeleinden.

§ 4. In afwijking van paragraaf 3 komt de in paragraaf 1 bedoelde toelage voor promotoren afkomstig van overheidsinstanties overeen met tachtig procent van het totale bedrag van de subsidiabele investeringen.<0}

Het percentage bedoeld in lid 1 wordt met een bonus van tien percent verhoogd wanneer over het project van doorgangsgebouw gebruikt voor landbouwdoeleinden is beslist door het gemeentecollege van ten minste twee gemeenten.

Art. 3. De inschrijver van een project van doorgangsgebouw gebruikt voor landbouwdoeleinden kan een steun voor consultancydiensten van maximaal 10.000 euro ontvangen, onverminderd de inachtneming van artikel 5, § 4.

De inschrijver kan een beroep doen op één of meerdere adviseurs . Wanneer één of meerdere adviseurs aan het opstellen van een enig kandidatuur dossier bijdragen, worden hun namen en specifieke bijdragen in het enig kandidatuur dossier vermeld.

Art. 4. De inschrijver van een project van doorgangsgebouw gebruikt voor landbouwdoeleinden waarvan de promotor geen overheidsinstantie is, kan een exploitatiesteun van maximaal 20.000 euro ontvangen om gedurende de eerste drie jaar de exploitatiekosten van het doorgangsgebouw gebruikt voor landbouwdoeleinden te dekken, onverminderd de inachtneming van artikel 5, § 6.

Art. 5. § 1. Het gecumuleerde bedrag van de investeringstoelage, de consultancysteun en de exploitatiesteun mag niet hoger zijn dan 200.000 euro, onverminderd de inachtneming van de *de minimis*-regel.

§ 2. Kunnen alleen in aanmerking komen voor consultancysteun, de projecten waarvoor een aanvraag voor consultancysteun in het enige kandidatuur dossier vermeld is, dat overeenkomstig de modaliteiten van artikel 7 ontvankelijk is, ongeacht de eindbeslissing met betrekking tot de selectie van het project.

§ 3. Projecten die overeenkomstig de modaliteiten van artikel 7 in aanmerking komen, die niet door de Regering geselecteerd zijn en die consultancysteun in hun enige kandidatuur dossier aangevraagd hebben, rechtvaardigen bij de Administratie de subsidiabele kosten met betrekking tot consultancy voor een maximumbedrag van 3.000 euro op basis van een schuldverklaring met betalingsbewijzen in verband met erelonen aan adviseurs en bijkomende kosten in rechtstreeks verband met de voorbereiding van het project. Deze verklaring wordt binnen twaalf maanden na de kennisgeving van de niet-selectie van het project van doorgangsgebouw gebruikt voor landbouwdoeleinden bij de Administratie ingediend.

§ 4. De inschrijvers van de door de Regering geselecteerde projecten die consultancysteun in hun enige kandidatuur dossier aangevraagd hebben, ontvangen deze steun integraal in de vorm van een voorschot van 10.000 euro, vanaf de kennisgeving door de Administratie van de selectie van het project van doorgangsgebouw gebruikt voor landbouwdoeleinden. Binnen drie jaar na de datum van die kennisgeving wordt het voorschot van 10.000 euro gerechtvaardigd bij de Administratie door middel van schuldverklaringen met betalingsbewijzen van erelonen aan adviseurs en bijkomende kosten in rechtstreeks verband met de voorbereiding of verwezenlijking van het project van doorgangsgebouw gebruikt voor landbouwdoeleinden.

Wanneer het in het eerste lid bedoelde plafond na drie jaar niet bereikt wordt, moet de inschrijver het saldo van het voorschot aan de Administratie terugbetalen.

§ 5. Het bedrag van de investeringstoelage wordt op een bankrekening op naam van de promotor uitbetaald, overeenkomstig artikel 6 en de *de minimis*-regel, in de vorm van :

1° een voorschot overeenstemmend met veertig procent van het toegekende bedrag vanaf de kennisgeving door de Administratie van het ministerieel besluit tot toekenning van de toelage aan de promotor ;

2° een saldo dat per opeenvolgende jaarlijkse schijven uitbetaald wordt op basis van schuldvorderingsverklaringen met bewijsstukken en een jaarlijks activiteitenverslag.

Met betrekking tot lid 1, 2°, is het aantal jaarlijkse schijven toegekend voor een investering niet hoger dan drie.

Het voorschot en het saldo van de toelage worden gerechtvaardigd binnen drie jaar na de datum van kennisgeving door de Administratie van het besluit tot toekenning van de toelage aan de promotor.

De bewijsstukken worden in aanmerking genomen als ze de duidelijke identificatie van de uitgaven voor de verwezenlijking van de investering mogelijk maken. Facturen worden enkel in aanmerking genomen indien ze met betalingsbewijzen ingediend worden.

Als de bewijsstukken ontoereikend zijn of geen bewijswaarde hebben, worden ze geacht niet in aanmerking te komen.

Geen enkel bewijsstuk daterende van vóór de datum van kennisgeving van het besluit tot toekenning van de investeringstoelage mag in aanmerking komen.

§ 6. Projecten geselecteerd door de Regering die in hun enige kandidatuur dossier exploitatiesteun aangevraagd hebben, ontvangen deze steun in de vorm van een voorschot van 20.000 euro vanaf de effectieve ingebruikstelling van het doorgangsgebouw gebruikt voor landbouwdoeleinden.

Het in lid 1 bedoelde voorschot wordt bij de Administratie gerechtvaardigd door middel van bewijsstukken en een jaarlijks activiteitenverslag binnen de eerste drie jaar na de ingebruikstelling van het doorgangsgebouw gebruikt voor landbouwdoeleinden.

Art. 6. De investeringstoelage, de consultancysteun en exploitatiesteun worden op basis van een procedure van projectenoproep toegekend.

Voor elke projectenoproep bepaalt de Minister wat volgt : de maximale begrotingsenveloppe, de prioriteiten, de selectiecriteria, de precieze termijnen en de praktische modaliteiten ervan.

Voor elke projectenoproep dient een inschrijver een enig kandidatuur dossier bij de Administratie in met betrekking tot een aanvraag voor een investeringstoelage, met eventueel een aanvraag voor consultancysteun of voor exploitatiesteun.

Het enige kandidatuur dossier wordt aan de Administratie gericht door elk middel dat vaste datum verleent aan de zending overeenkomstig artikel D.15 van het Wetboek.

Binnen tien werkdagen na ontvangst van het enige kandidatuur dossier bevestigt de Administratie de ontvangst ervan aan de inschrijver.

Art. 7. Het model van het enige kandidatuur dossier wordt door de Administratie op het Waalse landbouwportaal ter beschikking gesteld.

Dat dossier bevat minstens :

1° de identificatie van de inschrijver van het project, met inbegrip van diens juridische aard ;

2° indien de inschrijver van het project de promotor van het project niet is, de identificatie van de promotor in oprichting, met vermelding van diens overwogen juridische aard ;

3° het bewijs dat ten minste twee landbouwers bij het project betrokken zijn, die bij de juridische structuur van de promotor betrokken zijn, indien deze een rechtspersoon is ;

4° het aantal landbouwers die promotoren zijn of mogelijke gebruikers en hun inschrijvingsnummer bij de Kruispuntbank der Ondernemingen, of hun landbouwnummer in de zin van het besluit van de Waalse Regering van 17 december 2015 betreffende de identificatie bij het geïntegreerd beheers- en controlesysteem, de toekenning van een landbouwnummer, tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 7 mei 2015 tot toekenning van een gekoppelde steun aan de landbouwers voor vrouwelijke vleesrunderen, gemengde koeien, melkkoeien en schapen ;

5° een precieze omschrijving van het project, namelijk :

a) een plaatselijke sociaaleconomische analyse :

(1) mogelijkheden in termen van te valoriseren landbouwproductie, potentiële markt, bestaande of te ontwikkelen synergieën ;

(2) behoeften van plaatselijke landbouwers, verwerkers, distributeurs en consumenten ;

b) de precieze doelstellingen nagestreefd door de verwezenlijking van het doorgangsgebouw gebruikt voor landbouwdoeleinden en de verwachte winsten op korte en lange termijn ;

c) de vestiging, geïdentificeerd of te bepalen, en de fysieke en technische kenmerken van het geplande doorgangsgebouw gebruikt voor landbouwdoeleinden ;

d) de modaliteiten van het technische beheer van het doorgangsgebouw gebruikt voor landbouwdoeleinden ;

e) een ontwerp van het businessplan om de levensvatbaarheid van het project te kunnen beoordelen ;

f) de vooruitzichten in termen van creatie van rechtstreekse werkgelegenheid en van landbouwers betrokken als promotoren of gebruikers ;

g) een identificatie en beoordeling van de risico's die de verwezenlijking van het project in gevaar kunnen brengen of kunnen verhinderen ;

6° de verdeling in werkpakketten en de verwachte planning van de verschillende fasen van de verwezenlijking en ingebruikstelling van het project ;

7° de globale financiële raming van de verwezenlijking van het project ;

8° het volledige financieringsplan, rekening houdend met het percentage van de gevraagde toelage, het voorschot van veertig procent en het resterende te financieren saldo via krediet, uit eigen vermogen of via andere middelen ;

9° een voorstel van huishoudelijk reglement van toepassing op het geplande doorgangsgebouw gebruikt voor landbouwdoeleinden dat in artikel 15 vermeld wordt, met inbegrip van de mechanismen die de periodieke evaluatie en de doorzichtigheid van de door de beheersorganen genomen beslissingen kunnen waarborgen ;

10° voor de promotor, in voorkomend geval, een verklaring op erewoord waaruit blijkt dat hij zijn verplichtingen zoals ze voortvloeien uit de reglementaire wetgevingen en bepalingen op fiscaal, sociaal of milieuvlak heeft vervuld;

11° in voorkomend geval, een verklaring op erewoord, waarvan het model in bijlage 1 opgenomen is, waaruit blijkt dat de promotor de *de minimis*-regels naleeft.

Art. 8. § 1. Binnen twintig werkdagen na de afsluitingsdatum van de projectenoproep geeft de Administratie per schrijven, in de zin van artikel D.15 van het Wetboek, de inschrijver kennis van, hetzij :

1° de ontvankelijkheid van het enige kandidatuur dossier indien dit volledig en conform bevonden wordt ;

2° de onontvankelijkheid van het enige kandidatuur dossier indien dit onvolledig en niet-conform bevonden wordt ;

In het geval bedoeld in lid 1, 2°, vermeldt de Administratie in haar schrijven welke elementen in het dossier ontbreken om volledig en conform bevonden te worden en bepaalt de termijn waarin de ontbrekende elementen haar meegegeed moeten worden. Deze termijn mag niet langer dan tien werkdagen zijn vanaf de datum van verzending van de informatie.

Binnen tien werkdagen na ontvangst van de ontbrekende elementen deelt de Administratie de inschrijver mee of het enige kandidatuur dossier al dan niet ontvankelijk is.

§ 2. Een enig kandidatuur dossier is ontvankelijk indien :

1° de inschrijver aan de in artikel 1 bedoelde omschrijving beantwoordt ;

2° de inschrijver over een correspondentieadres in het Waalse Gewest beschikt ;

3° het enige kandidatuur dossier binnen de termijnen bepaald door de projectenoproep ingediend wordt en door de Administratie volledig bevonden wordt zoals bedoeld in artikel 7 ;

4° het project van doorgangsgebouw gebruikt voor landbouwdoeleinden zich op het grondgebied van het Waalse Gewest bevindt en de gebieden waar landbouwproducten ingezameld of afgezet worden, zich ten minste hoofdzakelijk op het grondgebied van het Waalse Gewest bevinden.

§ 3. De Administratie bestudeert de ontvankelijke enige kandidatuur dossiers. Wanneer de Administratie het nodig acht om deze analyse te kunnen maken, kan zij bijkomende documenten of informatie bij de inschrijvers opvragen.

De Administratie stelt een verslag op in verband met een objectieve en gekwantificeerde beoordeling van de door de Minister bepaalde selectiecriteria in het kader van de projectenoproep.

Het verslag wordt aan het in artikel 9 bedoelde adviescomité overgemaakt binnen een termijn van negentig dagen na afsluiting van de in artikel 6 bedoelde projectenoproep.

De Minister kan de behandlungs- en beoordelingstermijn van de ontvankelijke enige kandidatuur dossiers bepalen of verlengen.

§ 4. De beoordeling van de projecten wordt op grond van de volgende selectiecriteria uitgevoerd :

1° de mogelijkheid om het project ten opzichte van de plaatselijke context en behoeften te verwezenlijken ;

2° de kwaliteit van het enige kandidatuur dossier ;

3° de haalbaarheid van het project ;

4° de innovatieve aard van het project ;

5° de synergie of complementariteit van het project met andere doorgangsgebouwen gebruikt voor landbouwdoeleinden of andere bestaande structuren voor de ontwikkeling van « korte circuits » ;

6° de levensvatbaarheid van het project en de economische vooruitzichten gebaseerd op informatie uit het enige kandidatuur dossier ;

7° het behoud of creatie van werkgelegenheid ;

8° de relevantie van het financieel plan ;

9° de controle van een certificerende instelling die erkend is in het kader van het gewestelijke stelsel inzake gedifferentieerde kwaliteit of in het kader van een Europees kwaliteitssysteem.

10° de betrokkenheid van landbouwers.

Art. 9. § 1. Er wordt een adviescomité opgericht, dat bestaat uit :

1° een vertegenwoordiger van de Minister ;

2° een vertegenwoordiger van de Administratie ;

3° een door de Minister aangewezen deskundige wiens deskundigheid in het beoordelen van financiële plannen erkend is ;

4° een door de Minister aangewezen deskundige wiens deskundigheid in het beoordelen van landelijke economische projecten erkend is, met name inzake ontwikkeling van « korte circuits » ;

5° een door de Minister aangestelde professionele vertegenwoordiger van de landbouwsector die de verschillende productie- en valorisatieketens beheerst, met name inzake landbouwdiversificatie en ontwikkeling van « korte circuits ».

§ 2. Binnen een termijn van vijftien dagen na ontvangst van het in artikel 8, § 3, bedoelde verslag van de Administratie stelt het adviescomité een advies op over elk project dat voor het recht op investeringstoelage in aanmerking komt en bepaalt het hun rangschikking.

De rangschikking wordt in dalende volgorde verricht, op basis van de selectiecriteria die in de projectenoproep bepaald zijn.

Het adviescomité deelt de rangschikking aan de Regering mee.

Art. 10. Op grond van de in artikel 9, § 2, bedoelde rangschikking wijst de Regering de projecten van doorgangsgebouwen gebruikt voor landbouwdoeleinden aan, die geselecteerd zijn om de procedure voor de toekenning van de investeringstoelage voort te zetten.

De Administratie geeft alle promotoren of inschrijvers die een ontvankelijk enig kandidatuur dossier ingediend hebben, kennis van de door de Regering genomen beslissing.

Art. 11. § 1. De projecten die na een projectenoproep geselecteerd en aangemeld zijn, komen in aanmerking voor de investeringstoelage onder de volgende voorwaarden :

1° vóór de aanbesteding van de werken is de promotor in het bezit van een principiële toezegging van financiële tegemoetkoming van het Waalse Gewest ;

2° de wetgeving inzake overheidsopdrachten wordt nageleefd ;

3° het aanbestedingsdossier wordt door de Administratie goedgekeurd voordat de opdracht tot aanvang van de werkzaamheden gegeven wordt ;

4° elke toeslag vereist door aannemers als gevolg van een te late kennisgeving wordt van het voordeel van de investeringstoelage uitgesloten ;

5° de opdrachtgever eist dat er een dagboek der werken bijgehouden wordt, conform het model gebruikt voor werken in het Waalse Gewest ;

6° de Administratie wordt in kennis gesteld van de aanvangsdatum van de werken ;

7° de Administratie wordt ten minste tien dagen vóór de datum bepaald voor de oplevering van de werken in kennis gesteld ;

8° alle contracten of contractwijzigingen met betrekking tot gesubsidieerde werken worden enkel in aanmerking genomen voor de toekenning van de investeringstoelage na goedkeuring door de Administratie ;

9° indien een eventuele fasering van de werken noodzakelijk blijkt, wordt een aanvraag met een beschrijving van deze fasering ter goedkeuring aan de Administratie voorgelegd, samen met het dossier voor de toekenning van een principiële toezegging.

§ 2. Vanaf de datum van verzending van de kennisgeving dat het project van doorgangsgebouw gebruikt voor landbouwdoeleinden geselecteerd is, beschikt de promotor over een periode van zesendertig maanden om een aanvraag voor principiële toezegging in te dienen.

De principiële toezegging wordt na goedkeuring van een volledig en conform dossier door de Minister toegekend. De Administratie deelt de principiële toezegging aan de promotor mee.

Voor de toepassing van lid 2 wordt een dossier volledig en conform beschouwd wanneer het uit de volgende stukken bestaat :

1° de beslissing van de opdrachtgever om het onderzoek aan een projectontwerper toe te vertrouwen ;

2° de eigendomstitel van het goed of de grond of de erfpacht of het opstalrecht ;

3° de volledige plannen die voor de uitvoering van de werken nodig zijn ;

4° het bijzonder bestek betreffende de werken die overwogen zijn, met inbegrip van :

a) de algemene administratieve voorwaarden ;

b) het model van inschrijving ;

c) de technische omschrijving van de werken ;

d) de omstandige opmetingsstaat van de werken ;

5° de kostenraming, post per post, van de overwogen werken ;

6° de nodige vergunningen en machtigingen ;

7° het vermoedelijke tijdschema voor de stappen van de uitvoering van het project ;

8° het bewijs dat landbouwers in het project betrokken zijn en dat ze het doorgangsgebouw gebruikt voor landbouwdoeleinden zullen gebruiken ;

9° een attest dat bewijst dat de opdrachtgever aan de financiering van de werken kan bijdragen ;

10° een attest waaruit blijkt dat de werken nog niet besteld zijn.

§ 3. Vanaf de datum waarop de kennisgeving van een principiële toezegging verzonden is, beschikt de promotor over honderdtwintig dagen om de inschrijvingen of offertes open te maken. Indien de promotor van mening is dat deze termijn niet nageleefd kan worden, kan hij de Minister bij gemotiveerd verzoekschrift een verlenging van ten hoogste negentig dagen vragen. De beslissing van de Minister wordt door de Administratie aan de aanvrager meegedeeld.

De sanctie wegens niet-naleving van de in lid 1 bedoelde termijn, die eventueel verlengd kan worden, maakt de principiële toezegging en de toekenning van de investeringstoelage nietig.

§ 4. De vaste toezegging die een definitieve toezegging inhoudt, wordt toegekend na goedkeuring door de Administratie van een aanbestedingsdossier, met inbegrip van :

a) het productdossier waarop de aanbesteding gebaseerd is ;

b) het proces-verbaal van de opening van de inschrijvingen ;

c) het verslag van de auteur van het project omtrent de aanbesteding ;

d) de ingediende inschrijvingen en hun bijlagen ;

e) de gemotiveerde beraadslaging waarbij de opdrachtgever de aannemer van de werken aanstelt ;

f) het voorstel van huishoudelijk reglement van toepassing op het geplande doorgangsgebouw gebruikt voor landbouwdoeleinden bedoeld in artikelen 7 en 15, dat de mechanismen omschrijft die de periodieke evaluatie en de doorzichtigheid van de door de beheersorganen genomen beslissingen kunnen waarborgen.

De vaste toezegging wordt in de vorm van een besluit tot toekenning door de Minister van de investeringstoelage aan de promotor meegedeeld.

§ 5. Het huishoudelijk reglement dat van toepassing is op het doorgangsgebouw gebruikt voor landbouwdoeleinden bedoeld in artikelen 7 en 15, wordt bij het ministerieel besluit tot toekenning van de investeringstoelage gevoegd.

Elke wijziging in het huishoudelijk reglement van het doorgangsgebouw gebruikt voor landbouwdoeleinden wordt ook bij het ministerieel besluit tot toekenning van de investeringstoelage gevoegd.

Elke clausule van het huishoudelijk reglement die van tevoren niet goedgekeurd is door de Minister of door diens afgevaardigde wordt geacht niet geschreven te zijn.

Art. 12. Het project van doorgangsgebouw gebruikt voor landbouwdoeleinden dat krachtens dit besluit voor een investeringstoelage in aanmerking komt, wordt binnen een termijn van hoogstens zesendertig maanden in werking gesteld na de kennisgeving door de Administratie van het ministerieel besluit tot toekenning van de investeringstoelage aan de promotor, met inachtneming van de voorwaarden bedoeld in artikel 15.

Overeenkomstig artikel D.15 van het Wetboek moet de promotor de Administratie per schrijven op de hoogte brengen van de officiële datum van ingebruikstelling van het doorgangsgebouw gebruikt voor landbouwdoeleinden.

Bij gebreke daarvan wordt de investeringstoelage geacht verloren te zijn.

De Minister kan die termijn met maximum twaalf maanden verlengen.

HOOFDSTUK II. — *Controle van de steun en toelagen*

Art. 13. Het door de Administratie gemachtigd personeelslid heeft voortdurend vrije toegang tot :

1° de boekhouding en de rekeningenboeken van het doorgangsgebouw gebruikt voor landbouwdoeleinden alsmede de documenten bedoeld in artikel 15 ;

2° de technische installaties en lokalen van het doorgangsgebouw gebruikt voor landbouwdoeleinden om na te gaan of de voorwaarden voor de toekenning van de investeringstoelage nageleefd worden.

Art. 14. § 1. De verandering van bestemming van het doorgangsgebouw gebruikt voor landbouwdoeleinden maakt van rechtswege een einde aan de toekenning van de investeringstoelage.

Als de verandering van bestemming van het doorgangsgebouw gebruikt voor landbouwdoeleinden binnen een periode van vijftien jaar te rekenen vanaf de in artikel 12 bedoelde ingebruikstelling plaatsvindt, wordt de investeringstoelage door de promotor aan de Administratie terugbetaald.

Mits voorafgaande ingebrekestelling gaat de Administratie bij alle wettelijke middelen over tot de terugvordering van de door de promotor verschuldigde sommen.

De terugbetaling van de in leden 2 en 3 bedoelde investeringstoelage staat in verhouding tot het aantal jaren waarin een verandering van bestemming van het doorgangsgebouw gebruikt voor landbouwdoeleinden effectief is.

§ 2. De schending van de voorwaarden voor de toekenning van de in artikel 2 bedoelde investeringstoelage maakt van rechtswege een einde aan de toekenning ervan.

§ 3. Wanneer dit artikel toegepast wordt, gaat de Administratie over tot de evenredige invordering van de toegekende bedragen rekening houdend met de ernst, het permanente karakter en de omvang van de vastgestelde tekortkoming of van de niet nageleefde voorwaarde.

HOOFDSTUK III. — *Voorwaarden voor de terbeschikkingstelling van de doorgangsgebouwen gebruikt voor landbouwdoeleinden*

Art. 15. De terbeschikkingstellings- of de toegangsvoorwaarden van de doorgangsgebouwen gebruikt voor landbouwdoeleinden worden in het huishoudelijk reglement bepaald en omvatten minstens :

1° de toegankelijkheid voor elke gebruiker die zijn hoedanigheid van landbouwer kan bewijzen ;

2° de omtrek van de roerende en onroerende infrastructuren die met het bedoelde doorgangsgebouw gebruikt voor landbouwdoeleinden overeenkomen ;

3° de doelstellingen van het doorgangsgebouw gebruikt voor landbouwdoeleinden ;

4° het bestuursmodel ;

5° de betrokkenheid van de landbouwers in dat bestuur ;

6° de financiële voorwaarden en toegangsvoorwaarden voor het gebruik of de bevoorrading door landbouwers van het doorgangsgebouw gebruikt voor landbouwdoeleinden ;

7° de omschrijving van de verantwoordelijkheden van alle betrokken partijen en de vereiste verbintenissen inzake verzekeringen.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

Art. 16. Het besluit van de Waalse Regering van 12 mei 2011 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van de toelagen betreffende de doorgangsgebouwen gebruikt voor landbouwdoeleinden en tot bepaling van de modaliteiten van hun terbeschikkingstelling, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 8 mei 2014 en 29 oktober, wordt opgeheven.

Art. 17. De steunaanvragen ingediend overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 12 mei 2011 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van de toelagen betreffende de doorgangsgebouwen gebruikt voor landbouwdoeleinden en tot bepaling van de modaliteiten van hun terbeschikkingstelling blijven aan de bepalingen van dit besluit onderworpen.

Art. 18. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 30 augustus 2018.

Voor de Regering :

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed
en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

Bijlage 1. Verklaring op erewoord betreffende de de-minimis steun**VERKLARING OP EREWOORD VAN DE ONDERNEMING****Toegekende en toekomstige de-minimis steun**

U krijgt een steun van het Waalse Gewest.

De Europese Commissie reguleert de steun aan de ondernemingen om concurrentievervalsing te voorkomen.

La présente aide est une aide qualifiée de « *de minimis* » au sens de cette réglementation européenne.

Aurisque de devoir rembourser la somme reçue, le montant des aides dites *de minimis* ne peut dépasser un certain plafond lié au secteur d'activité. Aux fins de vérifier que ce plafond n'est pas dépassé, il vous est demandé de compléter le document suivant.

1. Algemene inlichtingen

Bedrijfsnummer

Infos à compléter par l'autorité subsidiante

□□□□-□□□-□□□

Natuurlijke persoon (zelfstandige)

De heer/Mevr. (naam en voornaam) In te vullen door de subsidiërende overheid

Rechtspersoon (bedrijf)

Naam

van

het

bedrijf

.....

Contactpersoon

De heer/Mevr. (naam en voornaam)

Telefoon/gsm :

.....

2. Participaties en samenstelling van het kapitaal

Bij de beoordeling van de drempel wordt rekening gehouden met alle de **minimis-steun** die **de enkele onderneming** ontvangen heeft.

Indien uw onderneming met een of meerdere andere ondernemingen verbonden is (participaties, verenigingen, stemrecht,.....), vul de bijlage in. Ga anders naar punt 3.

3. Activiteiten van de onderneming

De toepassing van de *de minimis*-regels is afhankelijk van de sector waarin de onderneming actief is. Is de onderneming actief in een van de volgende sectoren (*kruis het vakje aan in voorkomend geval*) ?

- De onderneming is actief in de sectoren van **visserij, aquacultuur (in geval van twijfel stemmen deze activiteiten overeen met codes 03 van de NACE-BEL-code)**
- De onderneming is actief in de sector van primaire productie van landbouwproducten (in geval van twijfel stemmen deze activiteiten overeen met codes **01.1 tot 01.5 van de NACE-BEL- code**)
- De onderneming is actief in het **vrachtvervoer over de weg voor rekening van derden.**

N.B. : de NACE-code(s) van de onderneming kan (kunnen) verkregen worden bij de Kruispuntbank der Ondernemingen via "BCE public Search", beschikbaar via de volgende link : <http://kbopub.economie.fgov.be/kbopub/zoeknaamfonetischform.html>

4. Inlichtingen met betrekking tot de de minimis-steun

Om op grond van de de minimis-regels steun te kunnen verlenen, moet rekening gehouden worden met de andere de minimis-steun die tijdens het lopende aanslagjaar, maar ook tijdens de laatste twee aanslagjaren aan de onderneming is toegekend. Gelieve onderstaande tabel in te vullen indien u in deze periode de minimis-steun ontvangen heeft. Houd daarbij rekening met het in punt 2 uitgelegde begrip van de enkele onderneming.

N.B. : Om na te gaan of een eerder ontvangen steun een *de minimis*-steun is, heeft de subsidiërende overheid u een attest van *de minimis*-steun overhandigd met vermelding van de verordening waarop deze steun gebaseerd is : algemeen, visserij, landbouw, D.A.E.B.

Voorheen ontvangen steun en lopende steun :

Datum v. beslissing	Begunstigde eenheid	<i>De-minimis</i> regel waarop aanvraag betrekking heeft	Voorwerp van de steun	Subsidiërende overheid	Bedrag in EUR
□□/□□/□□		<input type="checkbox"/> Algemeen <input type="checkbox"/> Visserij <input type="checkbox"/> Landbouw <input type="checkbox"/> DAEB	..................................................		...EUR
□□/□□/□□		<input type="checkbox"/> Algemeen <input type="checkbox"/> Visserij <input type="checkbox"/> Landbouw <input type="checkbox"/> DAEB	.............................................		...EUR

□□/□□/□□	<input type="checkbox"/>	
	Algemeen	.....
	<input type="checkbox"/> Visserij	.....	...EUR
	<input type="checkbox"/> Landbou	.....
	w	.....
	<input type="checkbox"/> DAEB	.....
		
		
		
		
□□/□□/□□	<input type="checkbox"/> Algemeen	.....
	<input type="checkbox"/> Visserij	.....
	<input type="checkbox"/> Landbouw	.....	...EUR
	<input type="checkbox"/> DAEB	.....
		

.....**EUR** **TOTAAL** :

Ondergetekende, (naam en voornaam), wettelijke
 vertegenwoordiger als van de entiteit
 (bedrijfsnummer en handelsnaam/benaming)
, wettelijk bevoegd om de onderneming te verbinden,
 verklaart op erewoord dat de onderstaande lijst van gegevens juist en volledig is.

Ik verbind mij ertoe om op verzoek van de Administratie de attesten met betrekking tot de
 bovenstaande bepalingen te verstrekken.

Ik ben mij ervan bewust dat, indien de door mijn onderneming verstrekte informatie onjuist is,
 de op basis daarvan verkregen steun terugbetaald moet worden.

Gedaan te op

Handtekening,

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 30 augustus 2018 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van de toelagen betreffende de doorgangsgebouwen gebruikt voor landbouwdoeleinden en tot bepaling van de modaliteiten van hun terbeschikkingstelling.

Namen, 30 augustus 2018.

Voor de Regering,

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme,
Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

BIJLAGE 2.

Dit deel van de verklaring hoeft enkel te worden ingevuld indien de onderneming participaties in feite of in rechte in andere ondernemingen heeft (zie punt 1.1). Hetzelfde geldt indien andere ondernemingen banden hebben met de onderneming (zie 1.2). In voorkomend geval moet de de-minimis steun ontvangen door deze ondernemingen in de tabel in punt 3 opgenomen worden.

1.1. Participaties in feite of in rechte in andere ondernemingen

Indien de vragende onderneming participaties in andere ondernemingen of verenigingen van ondernemingen bezit zodat zij samen als "één enkele onderneming"¹ beschouwd kunnen worden, hoeft onderstaande tabel ingevuld te worden.

Bedrijfsnummer	Benaming/handelsnaam	Rechtsvorm	Percentage van het kapitaal
□□□□-□□□-□□□%
□□□□-□□□-□□□%
□□□□-□□□-□□□%
□□□□-□□□-□□□%

1.2. Ondernemingen verbonden met de vragende onderneming

Onderstaande tabel hoeft ingevuld te worden indien een onderneming :

- de meerderheid bezit van de stemrechten van de aandeelhouders of vennoten van de vragende onderneming OF ;
- het recht heeft de meerderheid van de leden van het orgaan belast met de administratie, het bestuur of het toezicht van de vragende onderneming te benoemen of te ontslaan OF ;
- het recht heeft een overheersende invloed op de vragende onderneming uit te oefenen overeenkomstig een met deze gesloten overeenkomst of overeenkomstig een clause in de statuten ervan OF ;
- krachtens een akkoord gesloten met andere aandeelhouders of vennoten van de vragende onderneming, de meerderheid van de stemrechten van de aandeelhouders of vennoten ervan alleen controleert ;

¹ Worden hiermee met name bedoeld de ondernemingen die verbonden zijn wegens het bezit door een onderneming van de meerderheid van de stemrechten of van het recht een overheersende invloed uit te oefenen op de activiteiten van de andere onderneming, op grond van een contract of van een clause van de statuten.

Bedrijfsnummer	Benaming/handelsnaam	Rechtsvorm	Geval a), b), c) of d)
□□□□-□□□-□□□%
□□□□-□□□-□□□%

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 30 augustus 2018 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van de toelagen betreffende de doorgangsgebouwen gebruikt voor landbouwdoeleinden en tot bepaling van de modaliteiten van hun terbeschikkingstelling.

Namen, 30 augustus 2018.

Voor de Regering,

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme,
Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN